

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

## LES DROITS DE L'HOMME DANS LA MÊLÉE

La politique n'a jamais fait bon ménage avec la morale. Entendons par politique l'art et la manière de gouverner les hommes. Le diplôme d'homme d'Etat est généralement décerné au gouvernant qui trahit ses promesses, qui fait preuve de ce qu'on appelle le « réalisme », lequel consiste essentiellement à laisser sur le bord de la route les belles idées que l'on défendait hier et à suivre l'ornière creusée par les « réalistes » qui vous ont précédé. A remarquer toutefois que la morale ne leur est pas inutile : ils s'en servent pour déguiser leurs mauvaises actions. C'est ainsi que la guerre devient la guerre du droit, la colonisation une mission civilisatrice ; le Christ lui-même, si besoin est, couvre les crimes des Etats.

Tout cela est vieux comme le monde dit civilisé, mais n'a jamais été plus vrai qu'à notre époque de violence et de barbarie. Mais voici que, dans ce concert infernal, une voix s'élève pour la défense des droits de l'homme, et non pas la voix d'un citoyen du monde sans distinction spéciale, comme nous le sommes ici, la voix du président du plus puissant Etat. Cet homme, quelque peu bigot, prétend introduire la morale dans la politique pratique et, plus particulièrement, dans les relations internationales. Les compagnons ne vont pas manquer pour nous mettre en garde, pour nous remettre le nez dans les propos que nous tenions quelques lignes plus haut. La morale serait encore ici le masque de l'hégémonie et les droits de l'homme ne seraient que l'enjeu factice d'une confrontation planétaire où l'homme et ses droits compteront effectivement pour peu.

Pourtant, nous enregistrons les réactions à ces dérèglements verbaux de Jimmy Carter : les groupes de pression américains, les « lobbies », sont contre lui et ne le cachent pas. Quant à nos gouvernants « libéraux » de l'Europe occidentale, ils manifestent de la commisération, ils voient en Carter un « naïf », ce qui le condamne comme homme d'Etat ; ce qui — si c'était bien vrai — nous le

ferait soutenir davantage. On dit que sa cote de popularité est en baisse. Le camarade Aubery, notre correspondant aux U.S.A., nous l'a répété dans une de ses lettres mensuelles. C'est possible, bien qu'il soit encore trop tôt pour se faire une opinion et pour que l'opinion américaine s'exprime ouvertement. Mais si c'est un « pur », un « naïf », il ne nous étonnerait pas qu'on le retire de la scène comme dangereux. Ce mot a déjà été prononcé pour le qualifier. Cela prouverait davan-

DANS CE NUMERO :

- **Une rentrée sociale alourdie**  
par Raymond GUILLORE
- **Comment en sortir ?**  
par Nicolas FAUCIER
- **Lettre ouverte au président de la république italienne**  
par Yves DELAUNAY
- **Des faits impertinents**  
par Roger HAGNAUER
- **Idéologie ou fanatisme**  
par Jacques GALLIENNE

tage en sa faveur. Ceux qui l'auraient abattu ont une figure bien connue, et depuis longtemps, sur le théâtre international où leur jeu est sanglant.

Il ne faut certainement pas que la défense des droits de l'homme trouve des limites géographiques ou politiques. Carter doit commencer à balayer devant sa porte, appliquer sa morale au continent qu'il domine ; elle doit être universelle pour qu'on y croie. Il est bien qu'il mette la défense des droits de l'homme, partout bafoués, en priorité dans ses tractations diplomatiques et commerciales. Qu'il laisse aux gouvernants français, hommes d'affaires et commerçants, le triste privilège de ne pas choisir leurs clients et de livrer des armes un peu partout et à n'importe qui, « pour consolider la paix mondiale » !

Il est bien que l'immense empire russe trouve en face de lui d'étranges négociateurs qui lui rappellent qu'il a signé à Helsinki une charte des droits de l'homme et qu'il ne la respecte pas, qu'il la prend pour un chiffon de papier sans conséquence. Sa théorie hypocrite de « non-ingérence dans les affaires intérieures » aboutit à abandonner l'homme opprimé, nié dans ses droits, dans quelque pays que ce soit, y compris ceux où les communistes sont traqués. Les dirigeants de l'U.R.S.S. les ont quelquefois abandonnés. Mais le mouvement ouvrier international s'honore de s'être toujours dressé, tout le long de son histoire, pour « sortir l'esprit du cachot », pour arracher à leurs geôles les victimes de lois scélérates, en s'ingérant justement dans les affaires intérieures des tyrans.

Il est bien que ce rappel des droits de l'homme à ceux qui les piétinent se fasse en toute occasion, même dans des rencontres de caractère scientifique, culturel ou sportif. A défaut de boycott, le prestige que les Etats totalitaires comptent en tirer doit être terni par la protestation des parti-

cipants, ou d'une partie au moins d'entre eux. On a entendu cette protestation au congrès des mathématiciens en Finlande, à celui des généticiens à Moscou. On l'entendra encore, toujours plus haute, en d'autres occasions et pas seulement dans les cercles intellectuels. Ces questions doivent être obstinément posées : combien y a-t-il aujourd'hui en U.R.S.S. de camps de travail forcé ? Combien d'hommes et de femmes y sont enfermés ? Quelle est aujourd'hui en U.R.S.S. l'étendue du « gou-lag » et quel en est le régime ?

Ce sont les travailleurs de tous les pays qui doivent poser ces questions et exiger une réponse. C'est une forme de leur solidarité avec les travailleurs de l'U.R.S.S., leurs camarades et leurs frères. La prise de position de Carter fait plus de bruit et est, sans doute, pour le moment, plus efficace, mais, pour qu'on y croie vraiment Carter doit parvenir à faire oublier bien des actions de ses prédécesseurs. Pour ne parler que de l'Iran où bouillonne actuellement la révolte, rappelons-nous que c'est le gouvernement des U.S.A. et sa C.I.A. qui, il y a plus de vingt ans, ont renversé le gouvernement du leader populaire Mossadegh et réintronisé le shah. Alors la stratégie se moquait des droits de l'homme. Même si ceux-ci entrent aujourd'hui dans une stratégie nouvelle, cela vaut mieux que les intrigues des services secrets et que les interventions militaires.

Les syndicalistes ouvriers défendent d'abord, par l'internationale syndicale, les droits des travailleurs, leurs droits syndicaux en premier lieu, mais rien de ce qui est violation des droits de l'homme, en quelque pays que ce soit, ne leur est indifférent. Ils y sont très sensibles dans un pays où, il y aura bientôt deux siècles, les révolutionnaires français proclamaient une Déclaration des droits de l'homme à laquelle ils avaient voulu justement donner un caractère universel.

## Tenter de vivre ...ou abandonner ?

La question a été ainsi posée devant le cercle de l'UNION des SYNDICALISTES qui anime la « Révolution Proletarienne ».

Après une discussion approfondie, la réponse a été : oui, il faut continuer l'effort en dépit des difficultés accrues.

Cette décision a été accompagnée de deux conditions :

- 1) Ouverture d'une **SOUSCRIPTION SPECIALE DE RENTREE** à laquelle les camarades présents ont donné la première main. Ils invitent les lecteurs et amis de la « R.P. » à suivre leur exemple ;
- 2) Renouvellement et rajeunissement de l'équipe responsable pour donner à notre revue, non seulement une impulsion nouvelle, mais des idées et un langage nouveaux, pour ouvrir un nouveau champ au syndicalisme révolutionnaire.

« **Le vent se lève. Il faut tenter de vivre** »  
a dit le poète.

Mais le vent se lèvera-t-il ? Il dépend de nous qu'il souffle à nouveau.

« **Soufflons nous-mêmes notre forge !** »

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## UNE RENTREE SOCIALE ALOURDIE

La rentrée de septembre est toujours lourde pour les travailleurs : les escarcelles se sont vidées au cours des vacances, le loyer et les traites à payer pressent, l'ombre du percepteur se profile ; tout de suite, il y a la rentrée scolaire et les frais qu'elle entraîne. Et surtout, pour toutes ces catégories laborieuses largement majoritaires, il y a l'insécurité du lendemain, la crainte de la perte de l'emploi pour l'un ou pour l'autre des membres du foyer. Le niveau de vie de celui-ci dépend le plus souvent de deux salaires.

Cette année, la rentrée est encore alourdie par les conséquences prévisibles de la politique Barre-Monory. Ce dernier est l'apôtre attardé d'un libéralisme qui aboutit en fait, sous le nom de « restructuration », à une concentration accélérée qui, dans chaque secteur industriel, détruit la concurrence que M. Monory invoque pour sa justification. Matra, fabricant de « systèmes d'armes », s'empare de Manurhin, autre boîte d'armements, et, par la même occasion, prend 15 % du capital d'Europe 1. Ça peut servir ! L'empire Boussac s'effondre dans les pattes crochues de « la bande des quatre » frères Willot ; Peugeot-Citroën, subventionné par les contribuables, se gonfle des filiales européennes de Chrysler qui lui abandonne les fabrications devenues banales. Cette association des trois boîtes où dominait le syndicat-maison, la prétendue confédération « libre » ex-C.F.T., n'est pas rassurante pour le personnel.

Ces concentrations s'accompagnent de licenciements, tandis que de nombreuses boîtes, petites et moyennes, sont étouffées et que leurs employés doivent chercher ailleurs le salaire qui faisait bouillir la marmite. Sauf à se satisfaire de l'indemnité de chômage.

C'est alors que le bon M. Barre intervient avec sa suffisance habituelle. Devant une assemblée de jeunes giscardiens, il n'a pas craint d'ironiser sur ces gens qui attendent que l'emploi vienne à eux au lieu d'aller le chercher ; il a prêché la mobilité de l'emploi. M. Barre pourrait-il dire à ces gens timorés, trop attachés au terroir, où ils trouveraient l'emploi qui les attend ? Dans quelle région doivent-ils aller, dans quel secteur industriel ou administratif ? M. Barre ne leur dit pas qu'ils trouveront partout en France la même pénurie, que partout on jette des travailleurs « sur le sable », qu'il n'y a pas d'endroit privilégié où l'on demande de la main-d'œuvre. Si ce lieu existait, ou s'il en existait plusieurs, ce serait le rôle de l'Agence Nationale pour l'Emploi d'en informer tout le monde. Même si l'on admettait avec M. Barre que l'ouvrier doit être « mobile », c'est-à-dire, disponible pour un employeur éventuel, en laissant de côté ses attaches familiales, rien ne répond à son appel ; il n'a devant lui que le désert. Heureusement, M. Barre fait quelquefois le contraire de ce qu'il dit. Témoin : cette vallée vosgienne où viennent de s'installer les frères Willot aux lieux et place de Boussac. Le gouvernement annonce, grâce à de nouvelles entreprises d'importance moyenne, la création de quelque 1.400 emplois pour compenser les mises à la porte que laisse prévoir l'inquiétant quatuor. Ici, si les promesses sont te-

nues, c'est l'emploi qui sera allé à la rencontre de la main-d'œuvre.

Il fut un temps où les experts dénonçaient « le désert français », hormis les villes tentaculaires et leurs périphéries concentrationnaires. Alors, on prêchait la décentralisation. De fait, les grosses entreprises avaient essaimé, des industries locales ou régionales s'étaient créées. La politique de M. Barre préside maintenant aux fermetures et aux faillites ; elle consisterait à attirer la nouvelle main-d'œuvre inemployée vers quelques pôles industriels qui d'ailleurs n'en demandent pas. Les effets du néo-libéralisme ne se font pas attendre ; c'est ainsi qu'un département comme la Loire, hier d'une grande activité industrielle, est en détresse.

Et voilà que l'ineffable M. Barre trouve que les salaires ont trop augmenté ces derniers temps ! La fureur contenue qui sourd de la rentrée ouvrière ira peut-être jusqu'à l'explosion, si Giscard continue de parrainer l'absurde politique de M. Barre. Les grands leaders syndicaux font aussi leur rentrée ; c'est leur rôle de contrôler et de diriger cette protestation générale. Ce n'est pas forcément leur rôle d'en retenir les éclats.

## LA RENTREE SYNDICALE

Les trois leaders ont donc parlé. Chacun à sa manière, n'ouvrant pas d'horizons tellement différents. Il y a une personnalisation, à notre avis excessive, de chaque centrale syndicale dans son secrétaire général. André Bergeron est acclamé, avant même d'avoir commencé son discours, par la dizaine de milliers de militants qui remplissent le vaste hall de la Porte de Pantin. D'année en année, leur nombre s'accroît, le décor et l'ambiance s'améliorent. Le camarade Bergeron ne manque pas de faire état de cette affluence, ainsi que des progrès indéniables de F.O. dans les élections professionnelles. Il ne manque pas non plus d'y voir confirmation de la bonne orientation réformiste de sa centrale.

Il faut reconnaître à Bergeron ce mérite : il ne joue pas au révolutionnaire. Il s'affirme comme réformiste. Cette année, il y va même un peu plus fort que d'ordinaire : « *Nous nous sommes laissés aller à dire, déclare-t-il, que la politique conventionnelle n'était pas une fin en soi, mais une méthode et un moyen d'action. Je crois que nous nous trompions. En réalité, la politique conventionnelle est bien une fin en soi, dans la mesure, ce qui est le cas, où nous pensons que l'action syndicale demeure une nécessité quel que soit le gouvernement ou même le régime.* »

Eh bien ! Nous voilà beaux ! Nous pouvons mettre, dans notre poche, bien au fond, la Charte d'Amiens et tout le ba-ta-clan du syndicalisme. « La fin en soi », c'est la politique conventionnelle ! De quoi exalter toute une génération de travailleurs ! Ne serait-ce pas plutôt la fin du syndicalisme ouvrier en tant qu'action et pensée autonomes ? Saluons à un autre moment la modestie de Bergeron. Il dit : « *Personne n'a interdit aux censeurs de la confédération de faire mieux qu'elle.* » Il dit cela à propos des accords que F.O. a signés.

La lutte contre le chômage est, comme il se doit, le principal de son discours. Il se fait acclamer en donnant la priorité à la cinquième semaine de congé payé. On sait qu'il s'en est fait le chevalier. Nous sommes pour, évidemment. C'est probablement ce que le patronat encaisserait le mieux, en matière de réduction du temps de travail. Cela n'empêcherait pas la possibilité des longues journées épuisantes, abrutissantes, de semaines dépassant largement les quarante heures prétendues légales. C'est ce qui explique cette étrange proposition patronale de mesurer le temps de travail à l'année. Une plus grande liberté pour le patronat d'organiser à son profit l'exploitation de la main-d'œuvre. Bergeron ne s'y trompe pas, bien qu'il voie « d'un bon œil » cette proposition, puisqu'il estime que « des verrous doivent être mis sur la durée hebdomadaire et les heures supplémentaires ». Pour nous, au nom du bien-être et de la liberté, label syndicaliste de toujours, la priorité doit être donnée à la réduction du temps de travail dans la journée et dans la semaine. Ce qu'on appelle « le progrès technique » y pousse aussi. Sinon, à quoi servirait-il ?

\*\*\*

Le 11 septembre, la C.F.D.T. a tenu une conférence de presse. Les camarades Edmond Maire, Robert Bono et Michel Rolant ont exposé « la ligne d'action offensive » de leur confédération. Elle fait de la réduction du temps de travail l'objectif prioritaire et immédiat dans la lutte pour l'emploi de tous. Le patronat et le gouvernement s'opposent formellement à cette réduction. Edmond Maire a montré que, sur le plan européen, d'autres gouvernements, mieux disposés à cet égard et subissant une pression plus forte, s'appuyaient sur l'opposition du gouvernement français pour résister eux aussi à la revendication générale de la diminution du temps de travail. Robert Bono et Michel Rolant ont dénoncé le projet de budget pour 1979 : un budget de classe, conservateur, un budget de crise aggravant la crise, un budget inspiré par un « libéralisme à visage inhumain », selon l'expression de Robert Bono.

La question de l'unité d'action avec la C.G.T. a été évidemment débattue. Dans une lettre du 7 septembre, rendue publique, la direction de la C.G.T. proposait de « discuter d'une initiative commune d'action qui pourrait être étalée sur une semaine », avec les rassemblements habituels et les « démarches » non moins traditionnelles auprès des pouvoirs

publics. C'est là que la divergence dans la méthode d'action a été soulignée par Edmond Maire : la C.F.D.T. met surtout en avant l'action au niveau des entreprises, des branches industrielles, quelquefois des régions. Elle y voit la possibilité de déboucher sur des succès partiels qui, bien coordonnés, pourraient infléchir la politique globale du gouvernement et du patronat. En somme, la C.G.T. s'en tient à la manifestation démonstrative (la semaine nationale au lieu de la journée nationale comme hier), c'est au gouvernement qu'elle en a, la C.F.D.T. lui oppose l'action commune « par en bas » face aux chefs d'entreprises et aux chambres patronales. Ce n'est pas pour rien que M. Barre s'indigne de « la trop forte » augmentation du salaire horaire moyen dans le premier semestre 78. Il faut croire que certaines actions locales ont donné des résultats.

Nous attendrons pour voir ce que nous apporteront ces discussions d'états-majors qui d'ailleurs ne sont pas nouvelles. Les travailleurs auront peut-être moins de patience.

R. GUILLORE.

## IRAN : LA C.F.D.T. PREND POSITION

En Iran, après un quart de siècle de dictature se traduisant par des arrestations arbitraires, la torture systématique, les exécutions sommaires, la corruption, la misère, tout un peuple lutte pour sa liberté et le rétablissement des libertés démocratiques.

Devant l'ampleur de la contestation manifestée par le peuple iranien ces dernières semaines, le Shah d'Iran, pour tenter de préserver son régime envers et contre tout, répond par une répression sanginaire, avec l'appui moral des U.S.A. et la complicité implicite de ceux qui se taisent.

Face à cette situation, et comme elle l'a fait à plusieurs reprises pour ce qui concerne l'Iran et chaque fois que les libertés étaient l'enjeu des luttes dans le monde, tel le Nicaragua aujourd'hui, la C.F.D.T. a manifesté avec vigueur et netteté sa solidarité active.

Dans cet esprit, la C.F.D.T. apporte tout son soutien au peuple iranien dans sa dure lutte pour les libertés et l'instauration d'un régime authentiquement démocratique.

Elle appelle ses adhérents et ses sympathisants à manifester activement leur solidarité.

(Communiqué du 11 septembre 1978).

**POUR SAUVER LA « R.P. »**

**1.000 abonnés nouveaux...**

- N'ATTENDEZ PAS le dernier moment pour renouveler votre abonnement.
- FAITES LIRE la « R.P. » autour de vous.
- ABONNEZ pour 6 mois ou 1 an des lecteurs possibles.
- ENVOYEZ-NOUS des listes de lecteurs possibles : nous leur ferons un service gratuit de 3 mois.

**COLLABOREZ ● ÉCRIVEZ ● DISCUTEZ**

# COMMENT EN SORTIR ?

Il est rituel, et l'on n'y a pas manqué, qu'en cette période de l'année les leaders syndicaux soient invités à s'exprimer, sur les ondes ou dans la presse, sur les problèmes économiques et sociaux et sur les solutions qu'ils envisagent pour la défense des intérêts dont ils ont la charge.

Il est non moins rituel que, depuis ces dernières années, le point essentiel qui est soulevé, celui sur lequel on achoppe dans les sphères patronales et gouvernementales, est celui de l'emploi et de l'aggravation persistante du chômage.

Pour y parer, nombre de propositions sont avancées de part et d'autre, rituelles également : réduction du temps de travail, abaissement de l'âge de la retraite, arrêt des heures supplémentaires, du cumul de fonctions, du travail noir, développement de la formation professionnelle, relance de l'activité économique pour laquelle on réclame des grands travaux d'équipements sociaux : urbanisation plus humaine, écoles, hôpitaux, réseaux routiers, etc. A tout cela, les gérants actuellement au pouvoir objectent le manque de crédits, tandis qu'ils se livrent à de coûteuses opérations de prestige au service du néo-colonialisme africain et gaspillent des sommes énormes qui vont se perdre dans le gouffre sans fond des fabrications d'armements, une des rares industries en expansion et qui tourne à plein dans un monde dominé par les budgets de guerre.

Silencieux sur ce dernier point, pour de mauvaises raisons contredisant la vocation pacifiste du syndicalisme, nos augures syndicaux s'étendent plus volontiers sur des problèmes moins terre à terre, tels ceux que posent l'interdépendance des économies occidentales rivales et la nécessité d'harmoniser les régimes sociaux. Ils s'en prennent à juste titre aux multinationales liquidant leurs filiales sans considération des travailleurs jetés sur le pavé, à la nouvelle concurrence des pays neufs à main-d'œuvre et produits bon marché provoquant dans nos pays des fermetures d'entreprises. Enfin brochant sur le tout, on reprend l'antienne sur la crise internationale, pétrolière et autre, l'inflation et autres calamités inhérentes au système.

Préoccupations combien légitimes, mais peut-on dire que, dans cette mêlée économique-sociale, où les intérêts ouvriers sont généralement sacrifiés, leurs internationales syndicales respectives, qui apparaissent plus préoccupées de leurs querelles byzantines, aient poussé très avant dans la recherche de solutions valables ?

Certes, il n'y a pas de solution-miracle, mais, face à cet état de choses, le militant s'interroge et en vient à penser qu'il convient, faute de mieux, de balayer au moins devant sa porte, c'est-à-dire s'en remettre à des actions plus concrètes, plus à notre portée sur le plan national.

Dans cette perspective, et pour en revenir aux problèmes de l'emploi, force est de constater que les défilés des « porteurs de pancartes » comme les conciliabules élyséens ont été jusqu'alors à peu près inopérants ; de même, d'ailleurs, que la politique de présence dans les diverses institutions paritaires conçues davantage pour enfermer le mouve-

ment syndical, l'intégrer dans des structures visant à perpétuer l'asservissement de la classe ouvrière qu'à tendre à sa libération.

On peut, en conséquence, considérer que la lutte qui s'exerce sur le tas, c'est-à-dire au sein de l'entreprise capitaliste peut se révéler plus efficace. Par lutte sur le tas je n'entends pas seulement les moyens extrêmes comme la grève ou l'occupation des lieux, mais ceux qui peuvent atteindre en profondeur le système d'exploitation patronale. Et parmi ceux-là peut intervenir utilement le Comité d'entreprise. Autre organisme paritaire, rétorquera-t-on, où l'on vous permet tout juste d'être admis à titre consultatif et de gérer les œuvres sociales : cantines, colonies de vacances, voire bibliothèques d'entreprises, etc. Or ce n'est là que le petit côté de la chose, c'est la déviation dans laquelle sont tombés ceux qui, par ignorance ou passivité, se limitent à ce rôle sans avoir compris que leur mission est surtout l'application de ce contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises que nous réclamions en vain avant la guerre — car il représentait pour les syndicats une étape dans la réalisation de la démocratie économique — et qu'on nous a apporté sur un plat dans l'euphorie de la libération par l'institution des Comités d'entreprise.

On a beaucoup médité du fonctionnement des C.E. et on a eu raison. Mais le discrédit dans lequel ils sont tombés ne provient pas tant du freinage patronal qui, prévoyant le danger de l'intrusion ouvrière, a très habilement détourné la menace, mais du désintéressement des travailleurs entre les mains desquels on a mis un outil dont ils n'ont pas su ou voulu se servir pour en tirer tout le profit.

## PANACEE, NON ! MAIS ŒUVRE UTILE

Il ne faut pas oublier, en effet, et le texte institutionnel de l'ordonnance de 1945 le dit expressément, que le C.E. peut exiger un droit de regard sur l'organisation, la gestion et la marche générale de l'affaire. Ce qui signifie pour les organisations syndicales et les militants conséquents que le C.E. n'est pas seulement un appareil de gestion des œuvres sociales, mais un moyen de débusquer les dessous de table que s'octroyent généreusement à notre barbe et à nos dépens les managers et autres affairistes de l'économie et de la finance.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous le disons ici, et il faut que ce soit un ministre de l'Économie — et qui plus est un patron qui se veut social — qui nous le rappelle en ces termes dans une interview accordée au « Nouvel Observateur » : « Il faut mettre au point une meilleure protection des salariés contre les éventuelles erreurs de gestion de leur direction. Comment ? En développant les possibilités d'investigation dans les comptes, par exemple. »

Ce qui confirme ce que nous avançons, mais pour cela il faut savoir, selon la formule, adapter ses moyens à la mesure de ses ambitions. Reste à savoir aussi si les syndicats sauront se saisir opportunément de cette nouvelle perche qui leur est ainsi tendue par un accrédité du pouvoir de cette importance ?

Il est en tout cas vraisemblable que si la vigilance ouvrière s'était exercée efficacement en temps utile à cet égard, par des militants expérimentés, utilisant tous moyens d'investigation appropriés, les affaires de licenciement de Lip et de Boussac — pour n'évoquer que les plus notoires — n'auraient pu prendre de telles proportions.

« Nous ne voulons plus d'affaires Lip ou Boussac... les chefs d'entreprise incapables devraient pouvoir être remplacés », déclare Yvan Charpentier, responsable de la C.G.C. (Confédération Générale des Cadres. D'accord, mais au lieu de se plaindre après coup, il eut mieux valu prévenir pour éviter les désagréments de telles situations. Et c'est là l'un des attributs du C.E.

A ce propos, ayant eu pendant plusieurs années la responsabilité du Comité Interentreprises de presse du quartier du Croissant, je peux citer, entre autres, un fait probant qui, quoique sur une moindre échelle, peut montrer que si l'on veut prendre son rôle au sérieux les résultats ne sont pas toujours négligeables et qu'en se faisant assister de certaines compétences, on peut découvrir bien des dissimulations que la fraude patronale pratique avec un art consommé. C'est ainsi qu'il m'est arrivé, avec le concours de notre regretté ami Maurice Chambelland, qui était comme on sait expert en comptabilité, de faire rendre gorge, sous forme de prime de fin d'année au personnel, à un patron de presse qui avait dans un bilan truqué détourné plusieurs millions (de 1954) de bénéfices nets dans des investissements démesurément grossis, ce qui lui aurait permis, en outre, de profiter, selon une loi récente, d'abattements fiscaux sur les frais de modernisation du matériel.

Je conviens que ce n'est là que du grignotage, mais on ne saurait nier que, généralisée, cette tactique de harcèlement, de pénétration de la forteresse patronale serait génératrice d'action offensives plus poussées au lieu que nous nous cantonnions indéfiniment dans la défensive.

Bref, sans vouloir en faire une panacée, on peut dire qu'il existe bien d'autres aspects positifs potentiels à l'actif des C.E. dont le détail nous entraînerait trop loin, d'autant qu'il a déjà été question ici de leur rôle dans le contrôle de la fabrication et de la qualité des produits, de leur prix de revient et de ventes en vue de la défense du consommateur.

Ajoutons aussi qu'un des premiers avantages des C.E. est de rassembler et d'amener à coopérer les délégués des différentes centrales syndicales pour des objectifs communs. Dans cette perspective et pour en tirer le meilleur parti, il importe que les délégués se maintiennent en rapports constants avec l'organisation syndicale qui les a investis de sa confiance et sachent lui apporter tous les éléments d'appréciations utiles sur la situation de l'entreprise pour étayer éventuellement la revendication. En revanche les organisations syndicales tiennent à leur disposition une abondante littérature sur le sujet et leur fournissent, le cas échéant, toute la documentation indispensable à leur fonction en les aidant de leurs conseils dans les cas difficiles.

C'est de cette manière que l'entreprise peut devenir le lieu où se fait, par là-même, l'apprentissage de

la gestion ouvrière, soit l'autogestion, cette nouvelle tarte à la crème dont on se gargarise sans trop en essayer, dès à présent, les modalités pratiques. Alors, mais alors seulement les C.E. ne mériteront plus d'être taxés d'instruments de collaboration de classes, mais au contraire de lutte de classes œuvrant non pour consolider mais pour démanteler les rouages de l'exploitation capitaliste.

## LE REFUS DE L'IMPOT

Ce n'est pas s'écarter du sujet que de rappeler qu'a aussi été préconisé dans de précédents numéros de notre revue et ailleurs le financement de travaux contribuant à résorber le chômage par l'impôt sur la fortune, les grosses successions et la chasse effective des fraudeurs. Mais en bonne logique, les organisations syndicales qui se réclament de la justice sociale ne devraient-elles pas, en contrepartie, exiger que soient soulagés ceux des salariés qui sont imposés abusivement, elles qui prétendent (pardon, prétendaient avant les élections, car aujourd'hui on n'en parle plus) qu'on ne peut vivre décemment (on est modeste) avec un salaire mensuel au-dessous de 2.400 francs. Pourquoi alors laisser imposer des salariés gagnant seulement de 2.000 à 2.400 francs ? Et ils sont encore des centaines de milliers dans ce cas (1).

A cet effet — et sans vouloir m'illusionner sur ses chances de prise en considération par les champions du droit à la vie pour tous, je me permets de reprendre et de leur soumettre une proposition déjà formulée antérieurement sans succès, mais que j'ai la naïveté de croire positive. Elle consiste, de la part de responsables syndicaux de localités connues pour leur combativité, à se faire remettre par les sous-payés en question leurs feuilles d'impôt et à se faire accompagner en délégation par certains d'entre eux auprès des pouvoirs publics pour leur signifier le refus de payer cet impôt inique, les représentants syndicaux prenant officiellement la responsabilité de ce refus.

Nul doute que cette forme d'action directe — qui n'exige qu'un peu de courage individuel et d'esprit de décision — appuyée par toute la publicité désirable et de dispositions (souscription nationale ou autre) pour indemniser les intéressés au cas improbable des pénalités prévues, porterait plus sûrement que toutes les pleurnicheries au sommet et autres motions platoniques de fin de congrès se bornant à dénoncer ces sordides et arbitraires prélèvements fiscaux.

Cela dit, il n'est pas nécessaire d'insister plus longuement, ce propos n'ayant eu d'autre objet que de présenter quelques suggestions sur les moyens de sortir du marasme dans lequel nous pataugeons.

**N. FAUCIER.**

(1) Je ne crois pas inutile de signaler à l'attention de nos mandataires, pour être plus précis, un cas parmi d'autres qu'ils connaissent sans doute, celui d'un ouvrier de Saint-Nazaire imposé, pour l'année 1917, de 1.400 francs pour un salaire mensuel de 2.100 francs, soit 26.200 francs pour les douze mois.

# LETTRE OUVERTE A SANDRO PERTINI, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

Président Sandro Pertini,

Je vous écris pour vous dire, en toute simplicité, que je me réjouis de votre élection.

Je ne suis qu'un modeste professeur d'histoire dans un lycée parisien. Vous êtes aujourd'hui le Président de la République italienne. Un monde entre nous.

Entre nous encore le fossé d'âge de plus d'un quart de siècle. Je suis né au début de 1924, quelques jours avant la mort de Lénine, trois semaines avant la dissolution par Mussolini de la Chambre italienne, préface à cette campagne électorale dont Matteotti allait, au prix de sa vie, dénoncer le climat de fraude et de terreur. Et vous étiez alors au cœur de cette bataille inexpiable contre la gangrène fasciste.

Car, à peine démobilisé, vous vous étiez inscrit au Parti socialiste, pour lequel vous deviez, toute votre vie, sans répit, vous battre en première ligne. Alors que je n'ai guère été qu'un militant occasionnel, passablement individualiste. « Socialiste sans parti et chrétien sans église », si je peux me permettre de reprendre à mon compte la définition que donne de lui, je crois, votre ami Ignazio Silone.

Cependant j'ai conscience d'être, dans la « bataille humaine » — comme disait Péguy — du même bord que Silone ou que vous. Et c'est ce qui me pousse à vous écrire.

\*\*

Je dois vous avouer bien franchement que votre nom, peut-être rencontré au hasard d'un article ou distraitemment entendu à la télévision, n'avait jamais vraiment retenu mon attention.

Aussi, le 8 juillet dernier, parcourant l'article du « Monde » qui annonçait le ralliement à votre candidature de tous les partis, je n'eus qu'un haussement d'épaules un peu désabusé : il leur avait donc fallu seize tours de scrutin pour aboutir à un accord !

Mais il y avait en page 4 un encadré intitulé : « Un symbole de l'antifascisme » grâce auquel j'allais découvrir qui était Sandro Pertini.

Je fus stupéfait. C'est devant un homme de cette trempe qui, à chaque étape de sa carrière, avait pareillement payé de sa personne, que la classe politique italienne avait cru devoir faire la fine bouche — au risque de discréditer un peu plus, en Italie, comme à l'étranger, l'image de marque déjà fragile de la démocratie.

Dans le climat d'insécurité entretenu par les Brigades Rouges, au lendemain de l'assassinat d'Aldo Moro et du scandale Leone, les politiciens n'auraient-ils pas pu faire trêve à cette sorte de vocation de la *combinazione* qui semble leur coller à la peau et porter d'emblée sur vous leurs suffrages ?

Puis, j'ai pensé à un autre militant exemplaire, qui fut, sa vie durant, la conscience de la classe ouvrière française et qui n'était pourtant accompagné au Père-Lachaise, il y a 18 ans, que par une poignée de fidèles. Pierre Monatte, dont la Confé-

rence de Zimmervald, en 1915, avait associé le nom à celui de Liebknecht, pour saluer leur commune résistance à la guerre et à l'Union sacrée. Monatte, leader de la minorité syndicaliste révolutionnaire au lendemain de la guerre. Ressuscitant, avec Rosmer, cette « Vie Ouvrière » qui, au témoignage d'Alfonso Leonetti, aurait été « une source essentielle de la pensée gramscienne ». Rejoignant le Parti communiste, mais n'hésitant pas à rompre avec lui quand, sous la pression de Moscou, il tourna le dos à la révolution et au socialisme. Et animant dès lors, pendant 35 ans, jusqu'à sa mort, contre vents et marées, cette « Révolution Proletarienne » qui lui survit.

Monatte, un nom pourtant bien méconnu aujourd'hui, même en France. Pourquoi, contre lui, cette conspiration du silence, qui commença de bonne heure, tant au sein de la vieille C.G.T. de Jouhaux, dont Force Ouvrière est l'actuelle héritière, que de la C.G.T. stalinienne de Séguy ? Tout simplement sans doute, comme l'avait un jour avoué à Louise Chambelland un vieux militant réformiste de la Chapellerie, Milan, parce que, étant resté lui-même, étant resté pur, il constituait pour beaucoup « un reproche vivant ».

J'incline à penser que parmi ceux qui hésitèrent tant à vous apporter leur suffrage, il en était un certain nombre pour qui vous aussi étiez un « reproche vivant ».

\*\*

Comment ne pas s'incliner devant vos seize années de prison ou de *confino* ! Devant cette lettre de février 1933 au président du tribunal spécial, où vous récusiez la demande en grâce formulée par votre mère ! Devant votre participation à la lutte armée contre les occupants nazis et la valetaille fasciste, de l'été 1943 au printemps 1944 !

Pourtant, c'est un autre épisode de votre vie qui, plus encore, a retenu mon attention : le rôle que vous avez joué, en novembre 1926, dans la spectaculaire évasion d'Italie de Filippo Turati, que le correspondant du « Monde » présente comme votre « maître à penser ».

Car Turati, que le destin tragique de Matteotti, de Gramsci ou des frères Rosselli a quelque peu rejeté dans l'ombre, représente depuis longtemps pour moi l'une des plus exemplaires figures du socialisme italien.

C'est en lisant à vingt ans *l'Histoire du mouvement ouvrier*, d'Edouard Dolléans que j'ai rencontré pour la première fois son nom. Quelle rencontre !

Evoquant la fidélité à l'internationalisme prolétarien du noyau de la « Vie Ouvrière » face au reniement de Jouhaux et des « majoritaires » de l'époque, Dolléans parle, à un certain moment, de ce numéro de « L'Union des Métaux » qui, pour le 1<sup>er</sup> mai 1917, reproduit sur toute la largeur de sa première page une adresse du Soviet de Pétrograd aux ouvriers et prolétaires du monde et, au verso, publie l'appel de

la Commission exécutive de la Fédération des Métaux saluant la première révolution russe.

C'est là, précisément, au cœur de cet appel à la classe ouvrière française de Merrheim et de ses amis que figure l'extrait d'une discours commémoratif : *Nos morts*, prononcé par Turati à la Maison du Peuple de Milan le 8 août 1916 :

« ... Point de co-responsabilité, aucune complicité avec les classes dirigeantes, avec les partis bourgeois qui voulurent ou qui admirèrent cette situation. Séparation nette, absolue, sans équivoque, sans transaction. Deux routes, deux âmes, deux mondes, nous et eux, irréconciliables — aujourd'hui et plus encore demain ».

Texte admirable, que je ne peux m'empêcher, avec toujours la même émotion, de lire chaque année à mes élèves de Terminale, lorsque j'évoque les déchirements du mouvement socialiste au cours de la Première Guerre mondiale — pour l'opposer à la fois à l'abdication des ralliés à l'Union sacrée et à la stratégie, plus séduisante apparemment, mais bien dangereuse — j'entends : pour le socialisme lui-même — du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine.

Définition si remarquable de l'attitude de la minorité restée fidèle à l'internationalisme que Monatte à son tour, en septembre 1919, au Congrès confédéral de Lyon, allait la reprendre et la lancer à la face de Jouhaux et de ses amis pour stigmatiser leur attitude de démission au cours de la guerre.

★★

Il va de soi que je voulus aussitôt en savoir davantage sur le personnage de Turati. Quelle ne fut donc pas ma surprise en découvrant que, durant l'avant-guerre, il s'était situé à l'aile droite du P.S.I. dont, la guerre achevée, il allait redevenir le leader.

J'étais partagé entre le respect pour l'« honnêteté grandiose » — c'est l'expression que Romain Rolland applique à Merrheim dans *L'âme enchantée* — de ce réformiste resté fidèle dans la tourmente à l'idéal que tant de prétendus révolutionnaires bafouaient — et le regret qu'il se fût, par la suite, opposé à l'adhésion de son parti à la nouvelle Internationale (c'était en fait aux 21 conditions et non à l'Internationale qu'il était irréductiblement hostile). Et, rétrospectivement, je faisais miens à son égard ces griefs de Monatte contre Merrheim réconcilié avec Jouhaux : « Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire. Merrheim, comme le cheval au bord de l'obstacle s'arrête et recule... »

Les années ont passé depuis cette époque de mon adolescence intransigeante et volontiers excommunicatrice comme tant d'adolescences. Une étude plus approfondie du passé, à la lueur des déceptions accumulées, m'a fait reviser bien des jugements. Et, en ce qui concerne Turati plus précisément, réévaluer son attitude au cours de ces années d'après-guerre.

Angelo Tasca qui, animateur avec Gramsci d'*Ordine Nuovo* et fondateur avec lui du P.C.I. au Congrès de Livourne, donc adversaire à l'époque du « réformisme » de Turati, me donnerait, si besoin était, l'exemple des indispensables revisions de jugement.

Dès 1938, dans son maître ouvrage sur la *Naissance du fascisme*, il consacrait à la personnalité de Turati et à sa conception du socialisme deux très

belles pages : « L'endurance avec laquelle Turati s'est battu pour la loi des huit heures en Italie n'est pas du simple « réformisme » : cette réduction des heures de travail... peut permettre à [la classe ouvrière] d'accroître ses connaissances et de mieux s'armer pour la lutte ». Un peu plus loin, à propos de la tentation de la participation à laquelle Bissoleti succombe en 1911 : « Il ne peut lui venir à l'esprit d'aller au gouvernement sans les masses, encore moins contre les masses... Il veut une politique, et non une aventure personnelle ». Enfin, évoquant son « discours admirable » du 28 juin 1920 à la Chambre, en réponse à la déclaration ministérielle de Giolitti : « Le socialisme italien a une destinée bien tragique, car la haute conscience de certains de ses chefs lui est aussi fatale que l'inconscience des autres ».

Dans sa préface à l'édition italienne de 1950, devenue la postface de l'édition française d'après-guerre, il fait un pas de plus. Buozzi lui avait reproché d'avoir mis « les responsabilités de la « droite » du parti presque sur le même plan que celle des autres courants et frappé ou peu s'en faut Turati de la même condamnation que Serrati ». Tasca croit donc devoir préciser : « En réalité ce que je reprochais à la « droite » c'étaient ses hésitations et surtout la façon dont elle avait... afin de ne pas se séparer du parti et des masses, joué avec des formules et des attitudes qui n'étaient conformes ni à son esprit ni à ses fins. Les préoccupations qui ont dicté ces compromis étaient assurément nobles, mais il est certain qu'à cause d'elles la « droite » prit position trop tard... L'expérience de la « droite » italienne prouve que toute concession à la démagogie régnante risque de se retourner contre le but recherché ». Et de conclure : « Cela dit, il est certain que les éclair de lucidité, les efforts pour rompre le cercle du nihilisme maximaliste vinrent uniquement de la « droite » du parti et que si elle avait pu l'emporter, le sort du mouvement ouvrier et de l'Italie en eût été changé ».

Il serait vain, bien sûr, de vouloir récrire l'histoire. Pourtant je ne peux m'empêcher, toujours avec Tasca, de penser que « la victoire du fascisme n'était pas fatale... jusqu'à la fin, il y eut une marge de liberté et d'initiative, toujours plus restreinte il est vrai, qui eût permis de changer le cours des événements ».

Je suis persuadé que le jour où, comme Président, vous avez franchi la porte du Quirinal, vous avez dû penser à cette journée de la fin de juillet 1922 où Turati, trop tardivement sans doute, la franchissait aussi pour une rencontre sans lendemain avec le Roi. Les violences de Crémone couronnant la série déjà impressionnante des agressions fascistes avaient entraîné la chute du gouvernement Facta. La « droite » socialiste avec Turati, les populaires outrés de l'agression contre le domicile de Miglioli, les plus lucides des libéraux derrière Amendola — Giovanni Amendola, le père de l'actuel leader communiste — allaient-ils enfin dresser le barrage ? Hélas ! Victor-Emmanuel était un *Re tentenna*, plus hésitant encore que son arrière grand-père Charles-Albert et il sentait la reine-mère et son cousin le duc d'Aoste complotant contre lui dans l'ombre... Mais n'en faisons pas le bouc émissaire. D'autres que lui, à commencer par Giolitti, le vieil apprenti sor-



cier, portent, dans l'histoire de cet échec, de lourdes responsabilités.

Avec le replâtrage du gouvernement Facta, et malgré la présence en son sein d'un Amendola et Taddei, on peut considérer que, désormais, les dés sont jetés. Mais Turati n'abdique pas pour autant et, à trois reprises, remonte en première ligne pour sauver l'honneur du socialisme.

C'est d'abord l'appel quasi-désespéré à la classe ouvrière italienne, cette grève générale qu'il baptise « légalitaire » et dont l'échec va être, selon sa propre expression, le « Caporetto du socialisme ».

Puis c'est en novembre, à la Chambre, en réponse au tristement célèbre « discours du bivouac », le *non possumus* accompagné d'un éloge vibrant de la liberté, que hachent interruptions et insultes.

Enfin, en 1924, lorsque l'assassinat de Matteotti fait vaciller le fascisme, Turati joue de nouveau un rôle majeur dans la mise sur pied de cette opposition « de l'Aventin » qu'a fait revivre tout récemment le très beau film de Florestano Vancini...

\*\*

Mais revenons-en à votre élection.

Si la classe politique italienne a été bien réticente à votre égard, il n'en a pas été de même, semble-t-il, des militants de base, des jeunes, du petit peuple. Marcelle Padovani, dans le « Nouvel Observateur » nous assure, d'après « La Stampa » que vous plaisez à tous, « depuis les jeunes de *Lotta continua* jusqu'aux libéraux » et que les sections communistes ont pavosé en votre honneur. Je trouve réconfortant ce plébiscite spontané.

Elle va même jusqu'à citer ce propos recueilli au vol dans la rue : « C'est un nouveau Jean XXIII ». La comparaison est peut-être moins saugrenue qu'il ne le semblerait au premier abord.

Jean XXIII a été en effet l'héritier de ce courant du christianisme populaire italien, auquel se rattache jadis Célestin V, le Pape du *gran rifiuto*, du « grand refus », dont Silone a évoqué le drame dans « L'aventure d'un pauvre chrétien ». Et spontanément le petit peuple l'a senti plus ou moins marginal par rapport au traditionalisme de la hiérarchie.

C'est le même instinct qui le pousse à voir en vous une sorte d'irrégulier, de franc-tireur du monde politique. « Un enfant. Au sens évangélique. [Un] homme candide, imperméable aux jeux politiques », comme a écrit bien joliment le correspondant du « Monde ».

Dans la jungle des habiles et des roués apparaissent ainsi, de loin en loin, des trouble-fête de ce genre. Ce fut par exemple le cas chez nous autrefois de cette Jeanne d'Arc, à propos de laquelle un de nos grands écrivains méconnus, Joseph Delseil, qui vient de mourir, disait de façon savoureuse :

« La suprême vertu de Jeanne, c'est son ignorance. Elle ne connaît pas la courbe, le cercle. Pour Jeanne, le plus court chemin d'un point à un autre, c'est la ligne droite... Elle entrait dans la bataille avec des yeux neufs, un esprit neuf. Cet atome d'air pur mettait en débandade les microbes du calcul ».

La ligne droite, pour Jean XXIII, ce fut la convocation du Concile, amorce d'un *aggiornamento* de l'Eglise inattendu pour beaucoup.

Peut-être vous sera-t-il donné à vous aussi d'opérer un *aggiornamento* de la vie politique italienne — encore que l'héritage que vous recueillez soit particulièrement lourd.

La subtilité du jeu politique italien n'est pas sans engendrer, à l'étranger, un certain malaise. On a parfois l'impression d'une sorte de répétition des errements du premier après-guerre.

Et ce discours de mars 1920 de Giovanni Amendola pour lequel, dans une lettre à Anna Koulichchev, Turati exprimait son admiration, acquiert une étrange résonance :

« Nous devons nous rendre compte qu'il y a un arrêt fatal dans la vie politique de notre pays et que cet arrêt fatal tient à ce que ni le pays ni la Chambre n'ont encore résolu le problème politique fondamental, celui de l'instauration d'une majorité... La Chambre actuelle ne permet à aucun des partis qui y sont représentés d'exécuter son propre programme de gouvernement, à moins d'accords et d'ententes avec d'autres partis ou d'autres groupes qui s'y trouvent. Par conséquent, le problème politique devant lequel nous nous trouvons consiste à établir s'il y a des possibilités d'accords ou d'ententes entre divers groupes capables de collaborer pour se donner une majorité de gouvernement ».

La solution actuelle du problème politique italien consiste-t-elle en ce « compromis historique » inlassablement prôné par Berlinguer depuis cinq ans, malgré les remous qu'il suscite au sein du P.C.I., les tentatives de débordement de l'extrême-gauche, les répugnances de nombreux démocrates-chrétiens, les appréhensions de certains de nos amis socialistes ?

L'eurocommunisme de Berlinguer a exercé, exerce sans doute encore, au sein de la gauche française une certaine séduction. Serait-ce pourtant un nouveau miroir aux alouettes ? C'est ce que, parmi d'autres, prétendent M.A. Macchiocchi et Annie Kriegel, dénonçant le totalitarisme dont resterait fondamentalement imprégné le P.C.I.

Dans quelle mesure celui-ci reste-t-il fidèle ou non à l'héritage gramscien ? Là est peut-être la pierre de touche. Votre longue expérience et votre indépendance d'esprit vous permettent, mieux qu'à beaucoup, d'apporter à cette question capitale une réponse valable.

Le poste que vous occupez vous met en mesure de jouer dans la vie politique italienne un rôle décisif. Je suis convaincu que vous ne favoriserez le « compromis historique » que si vous avez le sentiment qu'il sert à la fois l'intérêt de votre pays et la cause du socialisme. Car vous ne voudriez pas, suivant votre propre formule « assister pour la deuxième fois aux funérailles de la démocratie ».

Votre passé nous est garant, Président Sandro Pertini, que vous saurez être une nouvelle fois à la hauteur de votre destin.

Yves DELAUNAY.

---

## LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

Autres pays : 6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

---

# -A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

## IDEES PRECONÇUES

Je pense devoir répondre dès maintenant aux questions que me pose Duperray dans le numéro de mai de la « R.P. », sans attendre la fin de son article, qui n'a pas paru dans celui de juin-juillet.

Cette réponse, j'en conviens, n'est pas facile à formuler. Comment prouver que les choses auraient pu être différentes de ce qu'elles ont été ? Faut-il pour autant céder au découragement et à la facilité et, après avoir étudié l'histoire des luttes ouvrières au XX<sup>e</sup> siècle, conclure que le prolétariat est incapable de prendre la tête d'une refonte totale de la société, et que, la bureaucratie qui agit en son nom s'avérant à bien des égards pire que la bourgeoisie, il vaut mieux laisser à celle-ci la direction du monde ? Tout ce que j'ai toujours pensé serait alors faux. Il faudrait donc accepter l'idéologie bourgeoise, avec son patriotisme et sa religion, comme l'indispensable superstructure d'une société qui, après tout, serait la moins mauvaise que l'on puisse concevoir. Le prolétariat est-il capable, oui ou non, d'accomplir la révolution socialiste ? Là est toute la question. De plus en plus, d'anciens révolutionnaires découragés nous incitent à croire que non, que la classe ouvrière se laissera toujours berner et manœuvrer par des politiciens qui la trahiront et n'agiront que dans leur propre intérêt. Telle est la thèse que défendent Claudie et Jacques Broyelle dans leur récent ouvrage « Le bonheur des pierres ». J'avais apprécié ce qu'ils avaient écrit auparavant sur la Chine, après leur expérience de ce pays. Mais si j'en arrive aux mêmes conclusions qu'eux sur le maoïsme, je ne crois pas du tout que l'idéologie marxiste est responsable de tous les maux qui ont été engendrés en son nom. Sinon, je ne me sentirais plus le droit d'écrire, ni de défendre quelque opinion que ce soit, après m'être aussi lourdement trompé pendant toute ma vie. Mais au contraire, je conserve l'espoir d'une évolution salutaire du prolétariat vers la conscience de ce que l'histoire attend de lui. Il y a dans cette attitude une grande part de foi, j'en conviens. Mais ce qui fortifie cette foi, c'est l'impossibilité pour le monde de trouver son équilibre en dehors d'une solution révolutionnaire. Ou la révolution, ou le chaos, ce chaos dont nous commençons à constater la présence et les progrès à pas de géant. La société capitaliste peut-elle en effet maintenir un équilibre entre les forces contradictoires qu'elle engendre comme elle l'a fait tant bien que mal, ou tant mal que bien, jusqu'à présent ? De moins en moins. Les différences que je constate au point de vue des libertés dans les pays de l'Est expriment plus ou moins d'oppression, d'accord, mais entre les pays capitalistes il en est de même, ce n'est là aussi qu'une question de degré, aucun de ces pays n'est exempt d'atteintes à la liberté et de sauvagerie. Et l'on peut aussi trouver des degrés dans l'abjection du fascisme, en comparant par exemple ce qu'ont été l'Espagne de Franco et l'Allemagne d'Hitler : ceci n'a qu'un intérêt secondaire, car dans ces Etats nous condamnons à la fois la doctrine et ses effets.

En ce qui concerne les échecs du socialisme, ce qui maintient mon idée qu'ils ne sont dûs qu'à des

causes accidentelles et passagères, c'est l'examen des révolutions du siècle passé. Il n'y avait pas encore de marxisme en 1793. La révolution bourgeoise n'en a pas moins eu des aspects négatifs, barbares, qui se sont atténués ou ont disparu dans celles de 1830 et de 1848. Entre temps, la bourgeoisie révolutionnaire avait gagné en maturité. Le prolétariat est-il incapable de comprendre à son tour les leçons de ses faux pas en tant que classe révolutionnaire, et d'éviter à l'avenir de se laisser déposséder comme cela s'est produit en U.R.S.S. par l'élimination, en fait, du pouvoir des Soviets ? Et pourquoi le prolétariat soviétique s'est-il donc laissé déposséder ? Mais précisément, nous savons que la révolution russe a été faite par une minorité, qui attendait son extension à toute l'Europe capitaliste. Le prolétariat russe y était mal préparé, et encore bien trop peu conscient de la tâche qui lui incombait.

L'histoire est longue à se réaliser. L'avènement de la nouvelle société, dans l'organisation de laquelle les syndicats devront avoir un rôle très important à jouer, semble encore lointain. Faut-il pour cela renoncer au but qui, s'il n'est pas atteint de notre vivant, pourra l'être sous la direction des générations futures. Et s'il ne devait jamais être atteint ? Il ne faudrait pas moins lutter pour se rapprocher autant qu'il sera possible de l'idéal qui doit rester le nôtre.

## IDEOLOGIE OU FANATISME

Ceci me conduit à examiner la question de l'idéologie en général.

Napoléon, quand il était Premier Consul, a fulminé contre les « idéologues ». Il entendait par là les révolutionnaires de son époque, les Jacobins. Oubliant qu'il avait été lui-même un ardent Montagnard, protégé d'Augustin Robespierre (le frère de Maximilien), auteur d'une brochure attaquant les Girondins, « Le souper de Beaucaire », il venait de donner un exemple d'opportunisme politique en signant avec le Pape le Concordat, qui devait rétablir en France le pouvoir de l'Eglise Catholique. « On dira que je suis papiste, disait-il, je ne suis rien. J'ai été mahométan en Egypte, je serai catholique ici, pour le bien des Français. Si j'étais à la tête d'un peuple de Juifs, je ferais reconstruire le temple de Salomon. » Il abandonnait ainsi les idées qui avaient été les siennes pendant la révolution.

Même attitude aujourd'hui de la part de Soljenitsyne et de ceux qui lui emboîtent le pas, lorsqu'ils fustigent « l'idéologie ». Ils veulent parler bien entendu de l'idéologie marxiste. Que ne condamnent-ils avec la même véhémence les autres idéologies, politiques ou religieuses, qui maintiennent le prolétariat dans sa situation de classe subalterne et exploitée. Car les révolutionnaires n'ont pas le monopole de l'arbitraire. Si la barbarie se manifeste dans leurs actes, c'est malgré leur idéologie et non à cause d'elle. Ce n'est pas l'idéologie qui devrait être mise en cause, mais le fanatisme qui s'est manifesté et se manifeste chez les partisans de toutes les doctrines, de tous les courants de pensée. Et l'on ne peut juger sainement une idéologie d'après les seules aberrations de ceux qui s'en réclament frauduleusement. Je ne puis approuver, par exemple, ceux qui, tels Claudie et Jacques Broyelle dans leurs livres, cherchent systématiquement des analo-

gies entre les marxisme et l'hitlérisme. D'accord pour dire que Staline ne valait pas mieux qu'Hitler, et pour condamner avec la même vigueur le Goulag soviétique ou chinois et les camps de concentration nazis. Mais les abominations qui ont été accomplies au nom d'Hitler étaient conformes à sa doctrine. Celles de Staline allaient à l'encontre de l'idéologie qu'il prétendait servir. On n'aurait jamais pu, si le nazisme s'était maintenu en Allemagne, voir se produire dans ce pays une déshitlérisation. Au contraire, on a vu en U.R.S.S., après la mort de Staline, un mouvement de déstalinisation dont on peut regretter qu'il n'ait pas été plus puissant ni plus complet, et qu'il ait été freiné et trahi, mais qui a été assez fort pour que Soljenitsyne lui-même ait parlé de « miracle khrouchtchévien ». Ou'est-ce à dire, sinon que l'idéologie marxiste-léniniste portait en elle-même, en dépit de toutes les falsifications, le germe qui devait tôt ou tard aboutir à cette tentative de redressement, et que, je l'espère, aboutira un jour à beaucoup mieux.

C'est pourquoi je refuse d'incriminer l'idéologie révolutionnaire, et je m'en tiens à l'idée de Chamberland qui, à la fin de sa conférence sur Sorel, à la radio, affirmait que, Sorel n'était pas responsable de l'utilisation que Mussolini avait fait de ses écrits, pas plus, a-t-il ajouté, que Marx ne l'est des méfaits de Staline.

## LE LIBAN MARTYR (suite)

Les événements tragiques qui se produisent à travers le monde nous touchent davantage lorsqu'ils ensanglantent des pays que nous connaissons. C'est pourquoi je demeure aussi sensible à ceux du Moyen-Orient.

Une fois de plus, le Liban a été mis à feu et à sang. Les Syriens, après avoir aidé les Phalangistes à massacrer les Palestiniens, se sont dressés contre eux et ont détruit sous un déluge de mitraille les quartiers chrétiens de Beyrouth. Rien ne peut justifier, ni même excuser, cette attitude. Personne n'est innocent dans cet engrenage qui détruit le Liban, ni les Palestiniens qui ont profité de la faiblesse de cet Etat pour agir à leur guise dans le Sud du pays, ni les Israéliens qui ont saisi cette occasion d'occuper la région frontalière et soutenir un camp contre l'autre, ni les Phalangistes qui mélangent religion et politique pour renforcer leurs privilèges, allant jusqu'à massacrer la famille de l'ancien Président Frangié, pourtant Maronite comme eux, pour bien montrer qu'ils veulent plier tous les Libanais à leur volonté. Mais rien de tout ceci n'autorisait l'armée syrienne à anéantir un quartier de Beyrouth. Que veut donc le Président syrien Hafez el Assad ? Lorsque la France a séparé le Liban de la Syrie, elle a sans doute commis une erreur et ne s'est souciee que de ses intérêts de puissance mandataire. Mais le Liban, chrétien et musulman, a longtemps donné l'exemple d'une coexistence harmonieuse entre gens de religions différentes, ce qui était méritoire au Moyen Orient. Aujourd'hui, tout est gâché. Et maintenant c'est l'attitude de la Syrie qui rend la réconciliation impossible, et qui risque d'aboutir à la partition du Liban, ce qui n'aurait d'autre effet que d'envenimer et de compliquer encore la situation de cette région du globe.

## LE COMMUNISME DESUNI

Communistes de tous les pays, dispersez-vous !

Il y avait le schisme yougoslave, le schisme chinois et albanais, le schisme cambodgien, le demi-schisme roumain. Les choses se compliquent. La Chine et l'Albanie ont divorcé. Quelles sont les causes de cette rupture ? Il ne peut s'agir d'un rapprochement de l'Albanie et de l'U.R.S.S. Mais Enver Hodja est un doctrinaire, et il a désapprouvé la théorie des trois mondes élaborée par les dirigeants chinois, sans trouver dans les pays communistes un autre pôle d'attraction. Ainsi un petit Etat de moins de deux millions d'habitants se complait, par la volonté de son chef, dans un splendide isolement.

D'autre part, les nouveaux procès en U.R.S.S. provoquent des remous dans les « partis frères » d'Occident. En ce qui nous concerne, que pouvons-nous ajouter à ce que nous avons déjà dit à propos d'Orlov ? Les condamnations qui frappent Guinzbourg, Chtaransky, Piatkus, sont aussi iniques. Mais parmi ceux qui protestent, il y a les Partis Communistes d'Espagne, d'Italie, de France. Certains de nos camarades pensent encore qu'il s'agit là d'une mise en scène habile, et que l'Internationale stalinienne existe encore. Je crois qu'ils se trompent. Pourquoi n'y aurait-il pas une scission du côté de l'Eurocommunisme comme il y en a eu ailleurs ? En ce qui concerne les P.C. espagnol et italien, en tout cas, la rupture me paraît indéniable. Du côté du P.C. français, c'est moins clair. Néanmoins, peut-on penser que l'intervention à la télévision de Jeannette Vermeersch-Thorez, s'indignant des nouvelles positions du P.C., n'a été qu'une comédie ? Ce serait aller bien loin. On pourrait à la rigueur supposer que la vieille militante a été tenue à l'écart de la manœuvre : on peut tout supposer. Mais ce serait tout de même curieux. En réalité, l'attitude de la mère Thorez ressemble fort à celle de l'évêque Lefebvre : tous deux sont incapables de comprendre l'évolution, elle du Parti Communiste, lui de l'Eglise catholique.

Il me semble de plus en plus que chaque P.C. suit sa propre voie, et qu'il s'agit là du résultat à longue échéance de la dissolution de la Troisième Internationale accomplie par Staline pendant la Seconde Guerre mondiale. Cet effondrement de ce qui fut naguère un grand mouvement révolutionnaire nous permet de discuter avec ceux qui s'avèrent capables de remettre en question les idées auxquelles ils ont cru trop longtemps.

## PEINES DE PRISON EN TUNISIE

Les avocats français qui étaient allés défendre les syndicalistes de l'U.G.T.T. arrêtés à la suite des événements de janvier ont été refoulés dès leur arrivée à Tunis. Pourquoi des avocats ne pourraient-ils pas plaider pour des inculpés d'un autre pays que le leur ? L'admettre serait montrer l'objectivité du procès. Des peines de prison ont été distribuées, deux ans ferme, trois ou deux ans avec sursis, quatre acquittements aussi. Mais ce n'est pas fini. Les membres du bureau exécutif de la centrale tunisienne attendent encore d'être jugés, au moment où j'écris ces lignes. Nous ne pouvons que déplorer cette répression qui s'abat sur nos camarades tunisiens, et affirmer notre pleine solidarité avec eux.

Jacques GALLIENNE.

# CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : DE TOUT UN PEU

Il existe une manière cléricale d'envisager les événements — celle-là même dont usait avec... talent Roland Leroy quand il indiquait en août dernier à propos de la « mission » du président d'honneur des radicaux de gauche « le geste de Robert Fabre éclaire d'un jour cru la véritable raison, le sens de la décision du P.S. et du M.R.G. de rompre le programme commun ». Elle repose sur le mensonge, le procès d'intention, l'amalgame, le manichéisme et se traduit par la langue de bois — ce latin des totalitarismes.

Pour les syndicalistes révolutionnaires, il est une autre méthode pour apprécier les faits celle qu'emploie bien rarement la grande presse dite d'information qui une fois pour toutes a décidé de bannir la laïcité de son propos sinon pour la vilipender... Elle exige le respect du lecteur, et de soi-même et se nourrit de l'esprit de libre examen. La lamentable affaire Maschino a révolté légitimement les bonnes âmes de la gauche qui ont dénoncé le sexisme dont fait preuve M. Zeghar multimilliardaire machiste de l'Algérie « socialiste » mais quelle est la voix qui s'est élevée pour stigmatiser le cléricisme islamite aussi obscurantiste que le moscoutaire ou le romain ?

Il faut retrouver l'irrespect — celui-là même que pratiquait Eugène Sue, un bourgeois bien timide-ment socialiste pourtant quand dans un feuilleton populaire « les Mystères du peuple » il rendait responsable « le droit divin et absolu, le parti prêtre et l'aristocratie de naissance » de cette croyance « qu'il y a deux races, l'une pour commander, l'autre pour obéir et souffrir ».

Pour un quotidien comme « Libération » qui annonce à propos du décès de l'homme du Vatican que « Sa Sainteté » rencontrera prochainement Aldo Moro (au paradis ou en enfer ?) combien de journalistes avides de faire de la peine à personne dans ce temps de terrorisme intellectuel et de Brigades Rouges choisissent la sottise... de M. Homais en laissant croire que la greffe de la prostate est réussie ! Décidément ; l'information est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux mains des seuls professionnels et vivent les carabins... laïques qui s'ébau- dissent des mandarins du journalisme !

Car l'audience à peine imaginable que l'Eglise catholique, apostolique et romaine a eu dans le passé, si elle a quelque peu diminué n'en subsiste pas moins. En témoignent les petits soins dont sont assaillis les électeurs catholiques au moment du suffrage universel ainsi que l'extraordinaire confusion mentale qui règne dans le pays de Descartes en ce domaine : qui invoque la liberté de conscience est sectaire mais qui se pare de la liberté religieuse est loué pour sa tolérance et son ouverture d'esprit !

Seule aujourd'hui, la « déesse-automobile » pendant la période estivale fait concurrence, au niveau des pesanteurs sociologiques, au Dieu-père Fouettard

d'antan. Après avoir en mai célébré la première communion de sa fille et enrichi les marchands du temple, en août, Dupont-la-joie s'engouffre dans son cercueil à roulettes pour imposer son assotissement agressif sur les routes. L'écologiste cycliste ou piétonnier, l'enfant qui gambade ou le vieillard qui se promène deviennent des intrus qui dérangent la ronde infernale des bagnoles obsolètes. Les chemins creux et les sentiers buissonniers cèdent la place à la tyrannie de l'asphalte.

Il reste au militant épicurien (les deux termes ne jurent pas bien au contraire à moins qu'il ne soit le bigot de la Révolution !) les joies de la lecture !

Le livre de Marguerite Yourcenar « Souvenir pieux » (édit. Gallimard) est de ceux qui éveillent, forment et développent l'esprit critique. Pour l'auteur à la recherche du passé familial, les générations s'entassent comme des strates géologiques. Le propos ne serait guère original s'il n'était éclairci à l'improviste de paradoxes profonds, voire singuliers qui lèvent un coin du voile de l'aventure humaine. Ainsi, Mathilde la provinciale « prie pour les siens ce qui est à peu près la même chose que prier pour soi-même » et l'aventure tragique du jeune Rémo, radical romantique des années 1830 conduit à distinguer l'optimisme rousseauïste et béat du progressisme de l'engagement lucide que réclame l'honneur de vivre. Prendre le parti des malins et des mâtons n'en déplaît aux docteurs en marxisme est plus souvent qu'on ne le croit un choix et il est des exploités au petit pied.

Enfin, il faut lire « L'Etat-spectacle » de Roger Gérard Schwartzberg essai sur et contre le star-system en politique (édit. Flammarion). Depuis ses origines et en ses meilleurs moments, il arrive qu'un souffle libertiste sinon libertaire anime le radicalisme qui par nature, au contraire des églises socialistes n'est guère tenté par le dogmatisme. Au milieu de tant de défaillances et de compromissions, c'est son seul mérite et il ne s'agit pas de le lui marchander. Ce sont les carences du programme de Belleville mais c'est aussi la mort du solitaire et sublime du vieux Delescluze — quelque part du côté du Château d'Eau — quand agonise la Commune... On retrouve cet amour de l'indépendance, ce culte de l'individualité dans l'étude vive, brillante et intelligente de Schwartzberg qui rémasque les « jeux du prince » et montre que le peuple doit reprendre la parole s'il ne veut pas que les politiciens professionnels continuent à s'en servir pour déguiser sa pensée. La démocratie sociale n'a besoin ni de héros, ni de leaders de charme, ni de faux « messieurs tout-le-monde » en dépit des efforts coûteux des agences de campagne-management. Elle a seulement besoin d'hommes critiques travaillant à leur émancipation. Telle est l'idée directrice de l'Etat-spectacle. C'est aussi celle qui anime l'« utopie » laïque en révolte permanente contre tous les clercs.

Jean MOREAU.

## DES GLORIEUX ROIS DE FRANCE AUX MARCHANDS AMÉRICAINS

M. Pierre Gaxotte, de l'Académie française, est un historien éminent et officiel apprécié même par les gens de gauche parce qu'il fournit des bases « historiques » (?) au mythe de l'Indépendance nationale. N'a-t-il pas flirté autrefois avec l'Action française ? Cela ne gênerait pas les ex-staliniens qui reprennent facilement à leur compte les slogans nationalistes de Léon Daudet ou de Charles Maurras. M. Gaxotte a déjà réhabilité Louis XV. A propos de l'imbécile attentat contre le Palais de Versailles, il glorifia Louis XIV. Et pour exalter le roi Soleil il attribuait dernièrement à celui-ci l'influence décisive qui avait favorisé la prospérité due à l'honnêteté foncière du grand commis de l'Etat : Colbert... et aussi le génie de Pascal.

Pauvre primaire outrecuidant, je m'étais permis de rappeler dans une lettre au « Figaro » — qui ne fut évidemment pas publiée — que le colbertisme fut la doctrine d'une économie dont l'expansion était paralysée (le XVII<sup>e</sup> siècle à la différence du XVI<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> fut une période de stabilité et de stagnation), qu'il y eut à cette époque des révoltes paysannes réprimées sauvagement... que le grand et honnête Colbert, grâce à son passage aux affaires publiques, accrut considérablement sa fortune et le patrimoine de sa famille (un ministre de la République qui aurait gagné le centième des bénéfices de Colbert et de sa famille aurait excité la verve pamphlétaire d'un Léon Daudet dénonçant la pourriture démocratique). J'ajoutais qu'il fallait un certain culot pour associer la gloire de Louis XIV au génie de Pascal, alors que le jansénisme, dont l'admirable auteur des *Provinciales* et des *Pensées* fut l'un des plus grands interprètes, souffrit de persécutions inouïes sur l'ordre du grand roi. (On dispersa les religieuses de Port Royal manu militari, on détruisit les moindres pierres de l'abbaye, on déterra les corps enterrés dans le domaine qui furent jetés à la fosse commune du cimetière de Saint-Lambert).

L'autorité de M. Pierre Gaxotte ne pouvait être ébranlée par le rappel de faits incontestables. Dans le « Figaro » du 19 août 1978, l'académicien, certain d'une audience favorable auprès des ex-staliniens, des gaullistes, des gens de l'Anti-Europe germano-américaine (cf. Claude Bourdet) et des socialistes de gauche, ridiculise les Etats-Unis qui ont pris comme président : un marchand de cacahuètes... qui semble avoir fait de mauvaises affaires... M. Gaxotte est tout de même obligé de reconnaître que le « marchand de cravates » Truman qui présida les Etats-Unis de 1944 à 1953 fut certainement l'un des présidents américains les plus efficaces. Celui-ci porte sans doute l'atroce responsabilité des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki (mais celles-ci ne furent que le paroxysme d'une guerre qui en se prolongeant aurait coûté beaucoup plus de victimes militaires et civiles). Mais il sut à Berlin et en Corée contenir la volonté de puissance stalinienne, il offrit le plan Marshall à l'Europe dévastée. Et à la veille de l'agression du vassal stalinien de la Corée du

Nord, il avait fait pression sur le gouvernement réactionnaire de Corée du Sud pour le contraindre à des élections démocratiques qui l'auraient balayé. Et on ne peut oublier que ce fut lui qui limogea le très populaire Mac Arthur, décidé à la guerre contre la Chine.

Mais l'apologiste de Louis XIV et de Louis XV méprise cependant un peuple capable de placer à sa tête des marchands de casquettes et de cacahuètes. Les rois de France avaient tout de même autre allure. Lorsque le « Bien aimé » de M. Gaxotte prit une putain comme favorite, il la maria avec un maquereau presque débile mental, afin de l'élever au rang de comtesse. Ainsi l'honneur était sauf...

M. Gaxotte s'attirera certainement les faveurs des gaullistes et des ex-staliniens en ironisant sur le sort du dollar que les Américains ont voulu imposer comme unique monnaie internationale... « mais cette monnaie n'en est pas une, car le propre d'une unité de mesure est d'être invariable ». Ce que M. Gaxotte ne peut ignorer c'est qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, c'est la distribution dans le monde des crédits américains qui a permis la survie des civilisations occidentales et une protection — hélas insuffisante — contre les misères et les famines qui ravageaient tous les continents.

Quant à la monnaie garantie par l'invariabilité de l'unité de mesure, le royaliste Gaxotte se fout magnifiquement de nous... Quel historien sérieux pourrait négliger les manipulations des monnaies opérées par les Rois de France, de Philippe le Bel à Louis XV inclus ?

Et qui pourrait nier que l'une des causes de la Révolution française, (pas la seule, et pas la plus déterminante) ce fut justement la banqueroute financière de l'Ancien Régime dont Mirabeau pouvait dire « qu'elle était le trésor de la Nation » ?...

Je ne sais aujourd'hui (20-8-78) quel sera l'effet des interventions politiques sur le cours du dollar. Le dollar... monnaie forte... a favorisé les investissements américains en Europe et dans le monde... les capitaux d'outre-Atlantique étant attirés par la hausse du taux d'intérêt dans nos pays, la faiblesse des salaires européens, le bon marché de la main-d'œuvre dans les pays sous-développés, la volonté d'échapper à la lourde fiscalité aux Etats-Unis. Afin de condamner en bloc l'impérialisme... exclusivement américain, on s'est bien gardé de signaler que cette exportation des capitaux fut toujours condamnée par les syndicalistes américains et une fraction du parti démocrate. La dévaluation (relative évidemment) des monnaies européennes et japonaises en face « du dollar fort » favorise l'importation des marchandises étrangères aux Etats-Unis où le déficit du commerce extérieur devient particulièrement alarmant (pendant longtemps cette balance des exportations et des importations fut favorable aux Etats-Unis, et si la balance des paiements était déficitaire c'était justement à cause du poids des crédits américains distribués dans le monde entier).

Il est donc normal que dans ce pays « pragmatiste » on laisse tout simplement baisser la valeur du dollar peut aussi avoir pour conséquences : le américaines sur le marché mondial et donc de favoriser les exportations américaines. L'affaiblissement du dollar peut aussi avoir pour conséquences : le retour dans leur pays des capitaux américains investis en Europe. Ceux qui hurlaient — avec des trémolos patriotiques dans la voix — contre la mainmise américaine sur les industries européennes devraient s'en réjouir. Pas du tout. Le parti communiste et la C.G.T. (dont l'accord est sans doute pure coïncidence) protestent contre l'achat par Peugeot des entreprises Chrysler européennes. Il faut condamner les capitaux américains quand ils viennent et les condamner aussi impitoyablement quand ils s'en vont...

Les syndicalistes de la « R.P. », qui ont cédé trop souvent à ce délire anti-américain vont-ils cette fois revenir à une claire vision des impératifs de la lutte ouvrière ? Il y a des capitalistes (français, européens, japonais, américains)... il y a des travailleurs sans discrimination de nationalité, de race et de religion... et les deux seules questions qui se posent, ce sont : la lutte contre l'exploitation des travailleurs et surtout l'organisation d'un mouvement syndical libre. Et si nous entendons mener une guerre totale au totalitarisme (rouge, blanc, noir ou jaune)... c'est justement parce que ce système (même baptisé socialiste) supprime la liberté du mouvement ouvrier et peut aussi pousser à l'extrême l'exploitation des travailleurs.

## DES FAITS IMPERTINENTS

Parce que je n'ai cessé de dénoncer le stupide parti-pris anti-américain, les simplifications abusives d'une réalité américaine, dont la complexité confond les logiciens et les marxistes — j'ai eu droit à la suspicion des uns et à la commisération des autres. Je suis donc définitivement classé... Mais si nous établissons le dossier... des autres... de mes contradicteurs révolutionnaires lucides et virils ? Cueillons au hasard de la fourchette quelques informations actuelles que les logiciens et les marxistes commenteront sans difficultés.

1) On incrimine facilement l'Allemagne fédérale. On parle peu de l'Allemagne soviétique.

Sur le territoire de celle-ci il y a, avec le matériel militaire le plus perfectionné, 1.200.000 hommes allemands ou soviétiques, armés (non « mobilisables », mais *déjà mobilisés*) ce qui donnerait pour la France, compte tenu du rapport entre les deux territoires : une armée sur pied de guerre de 6 millions d'hommes. Est-ce négligeable ?

2) J'avais osé dans la « R.P. » contester le socialisme de Cuba ? Qu'est-ce que j'ai pris pour avoir mis en doute la démocratie socialiste de Castro ! J'ai cité dernièrement en référence le témoignage de Pierre Golendorf... ancien membre du P.C.F., envoyé à Cuba en 1967 comme photographe, arrêté et condamné à dix ans de prison en 1971, comme agent de la C.I.A... libéré en 1974, qui a publié un ouvrage sous le titre : « 7 ans à Cuba, 38 mois dans les prisons de Fidel Castro », ce qui lui valut d'être

rejeté du P.C.F. On le comprend. On comprend aussi pourquoi Castro n'a pas voulu organiser, comme il l'avait formellement promis de libres élections à une Constituante.

En dix-neuf ans la population cubaine est devenue dans sa grande majorité hostile au régime castriste et... aux Russes. Elle subit un véritable quadrillage policier, décrit minutieusement par Golendorf... Aujourd'hui les tentatives d'évasion, vers les terres de... « l'impérialisme américain » sont le fait d'ouvriers et d'employés. Les syndicats sont totalement soumis au Parti. La bureaucratie toute puissante a provoqué un gaspillage exorbitant de toutes les ressources du pays. La pyramide de la Société est divisée en quatre tronçons : « Tout en haut les hauts dignitaires ; la deuxième catégorie est constituée par la Sécurité d'Etat. La troisième ce sont les prisonniers (de 20 à 80.000 prisonniers politiques, dans leur grande majorité ex-camarades de Castro ne l'ayant pas suivi dans ses virages communistes). La base de la pyramide fait ce qu'elle peut pour n'entrer ni dans la seconde, ni dans la troisième catégorie ». Notons que la délation y est légalement consacrée.

3) Passons sur le Cambodge et le Vietnam... « soulevés contre l'impérialisme américain » (?). Non seulement il n'y eut jamais de soulèvement populaire au Sud-Vietnam, mais un véritable « goulag » est réalisé là-bas par les envahisseurs du Nord... s'acharnant particulièrement contre tous ceux qui s'étaient opposés au régime réactionnaire de Thieu. N'insistons pas sur le Cambodge. Une de nos anciennes de la Maison de Sèvres est revenue de là-bas avec un dossier hallucinant sur les atrocités commises par les Khmers rouges. Mais il a suffi que les troupes américaines soient parties, pour que Moscou et Pékin provoquent là-bas entre les deux Etats « socialistes » un conflit irréductible où s'opposent, par peuples interposés, les deux impérialismes rouges.

4) Ici même, à propos de la révolution culturelle en Chine, on a évoqué... Proudhon. C'est comme on vous le dit. Aujourd'hui le dossier des folies et crimes commis par « la bande des quatre » s'alourdit chaque jour... et semble fort difficile à plaider. Il est vrai que l'on pourra en constituer peut-être un aussi accablant pour les dirigeants actuels, lorsqu'ils seront morts ou liquidés. Quant à Mao... l'unique, les maoïstes d'hier ne peuvent que souhaiter pour sa mémoire le sort de celle de Nasser, répudié implicitement par son successeur. Et il n'est pas impensable que l'on assiste un jour à une solennelle démaoïsation, semblable à la déstalinisation de 1956.

5) Passons encore sur la Syrie — à tendances socialistes — qui compense le massacre des Palestiniens en mars dernier par le massacre des chrétiens en ces derniers jours. Nos logiciens doivent trouver tout à fait normal que les luttes de tendances entre Palestiniens se résolvent par des attentats sanglants. N'est-ce pas ainsi qu'en Algérie le F.L.N. — avant même l'indépendance — liquidait les militants du M.L.N. de Messali-Hadj ?

6) Un peu d'humour pour colorer ces informations tragiques et... « ubuesques » en même temps. On sait qu'en Angola, le parti de Neto l'emporte

grâce à l'aide des soviétiques et des cubains. On sait aussi la violence des campagnes menées par la presse communiste et par tous les gens de gauche contre le régime Mobutu au Congo. M. Claude Bourdet en profita pour dénoncer — une fois de plus — la Sainte Alliance, produit de l'abominable impérialisme américain et de ses vassaux français et surtout germanique qui avait tenté de s'opposer là à la victoire de Neto — le progressiste — et soutenu ici la réaction sanglante de Mobutu. Le 20-8-78 Neto et Mobutu se sont embrassés à Kinshasa...

De malheureux intellectuels qui avaient cru en la victoire de Hitler ou qui avaient simplement été séduits par le paternalisme de Pétain, lorsqu'ils ne furent pas liquidés physiquement en 1944, restent définitivement déshonorés. Les logiciens marxistes et révolutionnaires qui se sont affirmés pour Staline... ou pour Mao... ou pour Castro... pour les patriotes palestiniens et leurs défenseurs syriens, pour le socialisme du Vietnam et du Cambodge, pour Neto, contre Mobutu, sans parler de leur spectaculaire dénonciation de l'Allemagne fédérale, ne connaîtront pas semblable déchéance. Ils continueront à bafouer les faits au nom des certitudes définitives et successivement contradictoires. Et qui osera leur mettre le nez dans leurs prophéties... d'hier se verra qualifié de contre-révolutionnaire impénitent.

**Roger HAGNAUER.**

## TUNISIE : L'IMPASSE

Le tribunal criminel de Sousse siégeant en appel vient de se dessaisir de l'affaire des 101 syndicalistes traduits pour complot contre la sûreté de l'Etat. Ce n'était pas une manifestation d'indépendance d'une magistrature qu'on voulait docile. C'était une décision sage, et la conclusion d'un procès ridicule. Les prévenus étaient tous des ouvriers. Les uns étaient inculpés pour avoir porté des pancartes avec les slogans habituels : augmentation des salaires, liberté de la presse, ... Les autres faisaient des gardes au local pour parer à toute invasion possible des « B.O.P. » pour le saccager comme cela s'était passé quelques jours auparavant à Tunis.

Les armes saisies étaient des gourdins, exposés sur une table comme pièces à conviction. Aucune arme blanche ou à feu, aucune concertation ou aveu de complot malgré la torture, aucune agression, aucun appel à la révolte.

Dossiers vides, rapports d'audience misérables, embarras du juge qui pose des questions dans le genre : « Pourquoi étiez-vous au local ? » « Qui vous a demandé de faire une garde ? » « Que pensez-vous de la politique du gouvernement ? ». Le président était également embarrassé par la défense qui réclamait sans cesse la présence de celui qui avait ordonné la torture.

Très digne était l'attitude des prévenus. Ils faisaient leur entrée dans la salle d'audience au chant de l'hymne de la révolution : Houma al Hima (O défenseurs de la patrie, venez). Ils exigeaient également l'évacuation de la salle d'audience occupée par les « B.O.P. » pour laisser la place à leurs femmes et celles-ci faisaient leur entrée en poussant des cris de joie (you, you).

« On n'avait jamais vu un pareil procès du temps du protectorat » criait un prévenu... C'était vrai. Il y avait eu des procès du genre, mais il y avait au moins la forme. Le procès de Sousse n'avait ni le fond ni la forme. Pis encore, le procureur interjetait appel au tribunal de cassation ; le ministre nomme les membres d'une future Cour d'Etat, tribunal d'exception en matière politique. Un journal du Parti s'en prend au ministre de la Justice et les syndicalistes ne sont pas libérés après sept mois de prévention.

Le gouvernement ne veut pas désarmer. Est-ce l'escalade vers la répression ? Car le procès des membres du comité directeur de l'U.G.T.T. est remis tous les mois. D'un autre côté le président Bourguiba, malade, se fait soigner en France, et il rentre bientôt. Que va-t-il faire maintenant qu'il a récupéré ? Va-t-il se défaire des hommes tenus pour responsables du massacre du 26 janvier ? Renvoyer le directeur du Parti qui le personnifie dans ses idées et ses méthodes de gouvernement ? Renvoyer le ministre de la Défense qui avec son frère, le procureur général avaient été les piliers du régime ? Va-t-il se déjuger lui-même ou invoquer un alibi comme il l'avait fait pour Ben Salah ? Est-il capable cette fois-ci, instruit des événements d'Iran, de renverser la vapeur ?

Le régime est dans l'impasse... Mais le président Bourguiba a encore plusieurs flèches à son arc.

Attendons !

**Ahmed BEN MILAD.**

N.D.L.R. — On a appris déjà que 35 des 101 syndicalistes emprisonnés avaient été libérés.

## D'OU VIENT L'ARGENT ?

### MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT

#### RECETTES

Abonnements ordinaires .....	1.284	
Abonnements de soutien .....	1.650	
		2.934 F
Souscription .....	1.940	F
Dû aux Editions Syndicalistes .....	175	F
		5.049 F
<b>TOTAL DES RECETTES .....</b>	<b>5.049</b>	<b>F</b>
<b>EN CAISSE au 1<sup>er</sup> juin 1978 .....</b>	<b>1.643,27</b>	<b>F</b>
		6.692,27 F

#### DEPENSES

Téléphone .....	286,66 F
<b>EN CAISSE au 31 août 1978 .....</b>	<b>6.405,61 F</b>
	6.692,27 F

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Delor (33), 100 ; Andrieu (92), 100 ; Descarsin (91), 100 ; Cornec (29), 100 ; Mme Srohl (75), 100 ; Fichet (93), 100 ; Mahé (06), 100 ; Bezou (93), 100 ; L. Ehrhard (92), 100 ; Josselin (45), 150 ; Moine (77), 100 ; Costa (65), 100 ; Prévotel (75), 150 ; Peyre (42), 100, Guilloire (83), 150. — TOTAL : 1.650 F.

### SOUSCRIPTION

Gallienne (93) 100, A. Milet (75), 200 ; Ruffin (75), 200 ; Nicaise-Grilo (78), 1.000 ; Duperray (42), 60, G. Thomas (71), 100 ; Lacroux (14), 200 ; Organde (38), 50 ; Fourgeaud (83), 30. — TOTAL : 1.940 F.

### PARTICIPEZ A LA SOUSCRIPTION SPECIALE

DE RENTREE à partir du 1<sup>er</sup> septembre

# VIVE LE SOCIALISME !

Oui, vive le socialisme. Mais quel socialisme ? Ce terme a recouvert et recouvre encore les notions les plus diverses. Je récusé le socialisme de Hitler, Brejnev, Mollet, Mao, Tito et autres. Il est indispensable de définir ce que l'on entend par socialisme. Dans la « R.P. » n° 640 Gallienne dit un certain nombre de choses excellentes. Il semble récuser le « socialisme » des pays de l'Est dominés par la Russie. Cependant il parle des « efforts méritoires » de la Yougoslavie « pour réaliser une forme originale de socialisme », je suis effaré !

Je vais essayer de m'expliquer succinctement.

## LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Le socialisme réside dans « la socialisation des moyens de production et d'échange ».

Cette socialisation n'est effective que si les travailleurs ont entre leurs mains les pouvoirs de décision politiques et économiques. Seule une véritable démocratie prolétarienne peut garantir que les travailleurs possèdent ces pouvoirs. Elle implique bien entendu la liberté d'association et d'expression pour tous les travailleurs.

La démocratie prolétarienne doit s'exercer de la façon la plus directe possible.

Chaque assemblée générale étant le point de départ des décisions que les conseils de délégués élus et révocables sont chargés d'appliquer.

« Tout le pouvoir aux soviets » oui !

En fait les soviets russes (conseils d'ouvriers et de paysans) ont rapidement perdu tous les pouvoirs, même du vivant de Lénine. S'il est vrai que le bas niveau des forces productives à l'époque en Russie, et l'échec de la révolution européenne, ont joué un rôle décisif dans la contre-révolution bureaucratique, il y a aussi des causes politiques qu'il ne faut pas sous-estimer. A défaut de les recenser toutes, disons que la monopolisation du pouvoir par le parti bolchevik a sonné le glas de la révolution.

## LES CHOIX ECONOMIQUES

Une des caractéristiques du capitalisme est l'extorsion de la plus-value (travail non payé et son utilisation suivant les objectifs particuliers des capitalistes). Dans de nombreux cas cette utilisation n'est pas conforme à l'intérêt général. D'où des gaspillages divers (croissance désordonnée, crédits militaires, dépenses somptuaires, destruction de moyens de production et de bien de consommation, etc.)

Une des caractéristiques du socialisme sera la possibilité de choix démocratiques, après information et discussion, entre différentes orientations économiques, entre différents types de développement.

C'est un fait que dans les pays prétendus socialistes ces choix ne sont jamais soumis aux travailleurs, seul le pouvoir bureaucratique décide, quitte à changer brutalement les orientations suivant les décisions des « chefs suprêmes » et autres « grands timoniers ».

## LE « SOCIALISME YOUGOSLAVE »

Je pense qu'il suffit de poser quelques questions. Les travailleurs ont-ils le pouvoir en Yougoslavie ? Et dans l'affirmative, par quels organes ce pouvoir s'exerce-t-il ? Il est clair que les travailleurs n'exercent pas plus le pouvoir en Yougoslavie qu'en Russie, ou en Pologne. Qu'est-ce qu'un pays socialiste où il y a du chômage ? L'une des premières tâches socialistes n'est-elle pas de répartir le travail entre tous les travailleurs disponibles ? Même si la Yougoslavie est effectivement plus libérale que la Russie et ses satellites, les délits d'opinion y existent et y sont réprimés.

En fait le conflit entre la Russie et la Yougoslavie était le conflit entre la bureaucratie stalinienne et la bureaucratie titiste. Qu'à l'occasion de ce conflit et sous couvert d'autogestion, des réalisations présentant un intérêt certain aient vu le jour, c'est possible et nous aurions tort de les négliger. Toutefois qualifier de socialiste un Etat où les travailleurs n'ont pas le pouvoir, est une erreur regrettable.

## LES SYNDICATS AVANT LE SOCIALISME

Les syndicats ont été des organes fondamentaux de défense des intérêts immédiats des salariés. Malgré tous les défauts dont ils sont affligés (dépendance politique, bureaucratisation) ils jouent encore ce rôle pour l'essentiel.

Ils jouent ou peuvent jouer un rôle éducatif non négligeable dans l'éducation des travailleurs.

Il faut bien admettre que les syndicats ne sont pas ce que nous voudrions qu'ils soient : démocratiques et révolutionnaires.

Le renouveau syndical ne peut se faire que dans la foulée du réveil politique de la classe ouvrière. Ce réveil se fera ou ne se fera pas, mais il n'aura lieu que si la classe ouvrière rompt avec le capitalisme, avec le réformisme, avec le stalinisme.

Si la classe ouvrière est révolutionnaire les syndicats seront révolutionnaires. Les thèses anti-syndicales de certaines tendances révolutionnaires semblent ignorer ce rapport dialectique.

Nous devons continuer à défendre nos positions dans le mouvement syndical :

- Lutte de classe ;
- Indépendance du syndicat (à l'égard des patrons et des partis) ;
- Démocratie effective (information de la base, décisions prises de la base au sommet) ;
- Internationalisme.

Pourtant ne nous y trompons pas : le syndicat dont l'objectif est de rassembler tous les travailleurs sans distinction de croyance ou d'opinion politique, n'est pas, ne peut pas être le lieu où s'élabore la politique révolutionnaire. L'existence d'organisations révolutionnaires en dehors du syndicat est à la fois inévitable et nécessaire. Aucune ne doit prétendre au monopole. Aucune ne doit se subordonner les syndicats.

L'exigence de la démocratie syndicale implique son respect et le refus des manœuvres visant à conquérir artificiellement la direction des syndicats.



## LES SYNDICATS DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

La Charte d'Amiens attribue aux syndicats la tâche de gérer l'économie. Dans l'esprit de ses rédacteurs c'était le moyen de faire gérer l'économie par les travailleurs. Je pense qu'il faut abandonner cette thèse. *Les syndicats doivent rester l'organe de défense des travailleurs sur tous les problèmes.* C'est au conseil d'usine que revient la tâche de gérer l'entreprise. Bien entendu c'est l'assemblée générale qui désigne le conseil, c'est à l'assemblée que le conseil rend des comptes.

Il est nécessaire qu'il n'y ait pas confusion des tâches :

- tâches gestionnaires : *du ressort du conseil,*
- tâches de défense, de revendication et de contestation : *du ressort du syndicat.*

En fait, la pratique du socialisme nécessite parallèlement à une structure de pouvoir civil (conseils d'usine, conseil communal, conseil régional et la suite...) une pluralité d'organismes. L'un de ceux-ci, très important, est certainement le syndicat de consommateurs.

**REGOR.**

11 septembre 1978.

---

*Sur le débat lancé par Lamizet, repris par Jacques Gallienne, continué aujourd'hui par Regor, voici une suite des notes de Jean Duperray que nous avons laissée sur le marbre.*

La possibilité d'un socialisme dont les ressortissants peuvent aller travailler à l'étranger, ou, comme l'ont constaté certains de nos amis, camper, pendant leurs vacances, dans les pays voisins, n'est-il pas déjà une victoire par rapport aux systèmes concentrationnaires clos, ou à l'asphyxie cambodgienne ?... Et c'est encore, bien sûr, aller dans le sens le meilleur que de poser la question de cette idée originale du contestable Georges Valois, sur la nécessité, certes discutable, d'une organisation de consommateurs, revendicative, contestataire et critique, face aux producteurs. Idée discutable, pourquoi ? — parce que la base de la liberté c'est la libre consommation, sans aucune censure, même démocratique. Personne ne doit avoir à orienter ses besoins selon la loi du Grand Nombre. Elle peut aller cependant dans un bon sens, pourquoi ? Parce qu'elle revient à une séparation des pouvoirs (tout le pouvoir à personne!!!) et des attributions, même sur le plan économique, et réamorce les processus dépendant de confrontations permanentes, aux orientations toujours remises en question, contrairement à celles de la planification rigide, et redécouvrant l'extrême souplesse pratique d'un marché, même contrôlé !

... Mais il nous faut abrégé, l'ami Gallienne coupant court pour soulever à nouveau l'idée de l'insuffisance du syndicalisme (combien il a raison de la constater), constatation qui ne va guère en contrepartie jusqu'à une heureuse comparaison en faveur de ce que l'on pourrait appeler : la suffisance des partis politiques, en particulier après le spectacle qu'en France ils viennent de nous donner... Bien d'accord, cependant, sur un autre point, ... les pays dits « socialistes », en guerre, ne sont pas autre chose que des « capitalismes d'Etat » et planismes étanches et opposés, aux défauts capitalistes, par là, multipliés.

Charbit, lui aussi, le sait bien, mais aboutir à cette conclusion c'est avoir tourné en rond, et ce ne sont guère les exemples politiques donnés par les évolutions de tels pays qui peuvent nous inciter à prendre leurs thèses fondamentales comme bibles. Certes le syndicalisme révolutionnaire (voir le syn-

dicalisme tout court) a beaucoup à faire. Certes il ne fait pas assez de clarification politique devant l'opinion publique, et il est bien décevant de le voir, par exemple, jusque-là, dans son palmarès des occasions manquées, avoir aussi peu réagi devant le fantastique événement, — un événement historique quant aux capacités destructives de la perpétuelle extension géométrique du capitalisme — que constitue, par exemple, l'échouement de l'Amoco Cadiz... mais si, par : lutte politique, Gallienne entend : soutien à tel ou tel parti, et intervention dans la compétition électorale, je pense que le syndicalisme a fait encore beaucoup trop de cette politique-là.

... Quant à considérer d'un cœur léger la possibilité de voir basculer les pays qui ne les subissent pas encore dans les régimes de capitalisme d'Etat pour quelque cinquante ou cent années, sous prétexte que « *la lutte y continuerait avec des moyens appropriés !* », ce serait vraiment choisir comme meilleures transitions les chaînes que Gallienne a décrites comme les plus lourdes. Ce serait vraiment vouloir choisir le chemin de la plus longue marche, après avoir enterré volontairement d'autres possibilités qui, elles, aussi minces soient-elles, dans les pays économiquement les plus évolués sont justement celles que Gallienne désigne, à juste titre, comme les meilleures conditions : « *celles d'un ensemble de pays capitalistes avancés* » (par rapport aux pays de capitalismes d'Etat).

Ces choix ne dépendent pas de simples questions de courage ou de frousse. Ils me semblent relever du simple bon sens et de l'observation qui fait découvrir, par exemple, à Ellenstein, en l'U.R.S.S., un anti-modèle de ce qu'il y a à tenter. C'est donc avec l'extrême défiance de Lamizet envers les antimodèles de ce genre, défiance qui me semble à prendre très minutieusement en considération, que j'admettrai quand même, avec Jacques Gallienne, mais, me semble-t-il, selon une démarche très différente de la sienne, la nécessaire alternative socialiste à la barbarie.

Jean DUPERRAY.

# POUR LE SALAIRE UNIQUE

La « R.P. » consacre peu ou pas de place à l'utopie. A mon humble avis, c'est une grave lacune : l'utopie est une chose dont nous avons le plus grand besoin ; incitation à l'action à long terme, elle nous aide à préciser le sens et le but de cette action. L'idée du salaire unique me paraît aujourd'hui une des utopies les plus fécondes. Sans lui, pas de société socialiste. Tant qu'il y aura des salaires mensuels de deux mille francs et d'autres de dix mille ou vingt mille, pas de fraternité ici-bas.

Comme les partis de gauche, les organisations syndicales se gardent bien de mettre en cause le principe de la hiérarchie des salaires. Tout au plus réclament-elles un resserrement de l'échelle, tout en admettant des écarts du simple au quintuple ou plus, ce qui consacre le règne de la hiérarchie. Un syndicaliste peut-il trouver cela normal ? Déjà, la suppression du salariat elle-même ne semble plus qu'un vœu pieu auquel plus personne ne croit. Et puisque cette suppression est aujourd'hui regardée comme chimérique, posons hardiment le principe du salaire unique. Il a une portée révolutionnaire évidente et devrait mobiliser pour son avènement tous les smicards, tous ceux du bas de l'échelle, les plus exploités — somme toute le vrai prolétariat d'aujourd'hui.

Le salaire unique, ou salaire social, doit s'appliquer à tous les salariés sans distinction. Son corollaire obligé : une réduction radicale de la durée du travail. Demain, avec la productivité qui ne cesse de s'accroître et le chômage technologique en constante extension, nous ne devons plus travailler que quatre heures par jour, et bientôt sans doute moins. Ces quatre heures seront le temps consacré à tous les travaux nécessaires au fonctionnement de la société, le reste de la journée étant donné à l'individu pour son développement personnel, pour son délasserment, pour les initiatives de services ou de productions qu'il lui plaira de prendre. Ce salaire unique pourrait être fixé assez bas, à condition que le logement devienne service social — une des premières mesures que devrait prendre un régime socialiste — comportant un loyer uniforme de tant pour cent sur le salaire, disons dix pour cent. Au niveau actuel, prenant pour base le S.M.I.C., il pourrait être de 2.500 francs mensuels, à quoi s'ajouterait tant par enfant et personne à charge. Si le camarade, après ses quatre heures de boulot, s'en contente, il est libre d'aller à la pêche ou d'écrire des vers ou... un article pour la « R.P. » Mais libre à lui, aussi, après sa tâche sociale, d'avoir une activité rémunératrice dans un domaine quelconque. Les possibilités sont infinies. De même que naguère la réduction à huit heures de la journée de travail eut un considérable effet positif sur l'émancipation morale des travailleurs — le souci de la dignité, de l'hygiène alla de pair avec un recul spectaculaire de l'ivrognerie — de même nous assisterons, avec une journée de travail réduite de moitié, à une magnifique floraison de créations intellectuelles et artistiques, voire scientifiques et techniques, et à un foisonnement d'initiatives d'intérêt social.

Il est temps d'en finir avec la hiérarchie des emplois. Pourquoi l'ingénieur, le médecin devrait-il gagner plus que l'ouvrier ? On dit : il a fait de longues études, donc... Piètre argument ; ce n'est pas lui qui les a payées. S'il a choisi la carrière

d'ingénieur ou de médecin, c'est qu'il y prenait de l'intérêt, qu'il avait la vocation. Ayant touché le salaire social pour les heures obligatoires passées à l'hôpital, le médecin serait libre de gagner de l'argent par ses consultations privées. De même, le service social de l'avocat s'accomplirait dans le cadre de l'assistance judiciaire, et il se rattraperait sur les autres causes. L'université est plus encore le théâtre d'une hiérarchie aussi malfaisante qu'injustifiable. Beaucoup de profs en titre, les « patrons », inamovibles, avec des émoluments somptueux, n'en fichent plus une rame. Au salaire unique, tout ça ! Avec les réductions d'horaire qui s'imposent. Pourvu qu'ils bossent, les recherches, les publications, les conférences, etc., payées en sus, leur assureront une situation confortable.

En prenant pour base la journée de quatre heures, cette durée devrait évidemment être réduite à trois ou deux heures pour les travaux insalubres ou exténuant, et allongée d'une heure ou deux là où il faut plus de temps de présence que de travail effectif. A celui qui aurait besoin de journées entières pour ses loisirs ou occupations personnelles, il serait loisible de faire une journée de travail double un jour sur deux en alternant avec un compère. Ou bien une semaine sur deux, ou un mois ou un an sur deux. Cela se fait déjà chez les commandants de pétroliers, qui se relaient un voyage sur deux. Calculé sur le niveau des prix, dans le cadre local, départemental ou régional, le salaire unique pourrait varier selon les lieux. C'est-à-dire que ce ne serait pas une chose forcément liée au pouvoir de l'Etat. Il ne s'appliquerait pas aux agriculteurs dans la mesure où ceux-ci sont chefs d'exploitation, mais bien aux membres des coopératives de production, et naturellement aux ouvriers agricoles.

Si le salaire unique avec réduction du temps de travail est la solution socialiste dans une société développée, il l'est également en temps de crise grave, mais sans réduction du temps de travail. C'est tout naturellement que ce système fut appliqué en Espagne pendant la guerre civile dans toutes les localités influencées par les idées anarchistes. A l'heure actuelle, les Français ont peut-être encore, comparativement et en majorité, une vie trop aisée, leurs préjugés petits-bourgeois sont encore trop profondément ancrés, pour admettre une règle égalitaire de rémunération.

Pense-t-on assez à tous ces pays du tiers et du quart monde où règne une famine endémique, où des millions de petits êtres meurent de malnutrition ? Se contenteront-ils longtemps des miettes de notre table dont nous leur faisons l'aumône ? Ne vont-ils pas un jour trouver le moyen de nous forcer à partager ? Ce jour-là, adieu les privilèges catégoriels, les « reclassifications » et le niveau de vie dont tout le monde se gargarise. On ne s'en tirera pas à moins de mettre tout le monde également au régime de la ceinture.

Mais il y a pire. Pour tout esprit clairvoyant, une troisième guerre mondiale paraît inévitable. Elle n'épargnera pas la France et peut-être l'anéantira. Les Français semblent les derniers à s'en soucier. Fasse le ciel que ce ne soit pas à la faveur d'une telle épreuve que notre pays se voie contraint au S.M.I.C. généralisé !

Jacques RECLUS.

# LETTRE D'AMÉRIQUE

Le gouvernement du président Jimmy Carter a vu sa popularité, tout au moins ce que les officines pratiquant les sondages d'opinion nous assurent être sa popularité, singulièrement baisser au cours des derniers mois. Certes on peut trouver de nombreuses explications à cette apparente désaffection, des éléments qui savent se faire entendre de l'opinion, à son égard. Le chômage et l'inflation ne cèdent pas aux remèdes qu'on administre à l'économie. Les groupes de pression représentant les intérêts des producteurs d'énergie, des Israéliens et des militaires ne sont plus sûrs d'avoir l'oreille du président.

Mais au-delà de ces incidents et de ces viscosités du quotidien de la vie politique, il me semble que la question qui se pose de plus en plus clairement dans un nombre croissant d'esprits c'est celle du pouvoir, de sa nature et de son exercice. En France même ce sont des ministres comme Alain Peyrefitte ou d'anciens ministres comme Françoise Giroud qui nous font part de leurs désillusions et de leurs frustrations nées de leur participation à la « Comédie du pouvoir ». Que le pouvoir ne réside pas exclusivement et même principalement dans le gouvernement et dans la personne de son chef nous en sommes tous très conscients. Quiconque possède un contrôle des moyens de production ou d'échange exerce une autorité beaucoup plus absolue sur les prolétaires qui, d'une manière ou d'une autre, dépendent de lui que tout l'appareil d'Etat. Et pourtant nous sommes toujours tentés de croire, lourd héritage religieux inscrit dans notre subconscient, qu'il y a quelque part une autorité omnisciente, infiniment juste, infiniment bonne, qui se soucie du bien-être et de l'épanouissement créateur de tous les êtres. Cette croyance, qui pourrait être touchante, a rendu possible aussi tous les débordements et tous les excès du culte de la personnalité. Il semblerait que les Américains avec leur système fédéral, la décentralisation des responsabilités qu'il entraîne, leur longue tradition démocratique, devraient être moins susceptibles d'être abusés par les mystifications du pouvoir personnel que d'autres. Et pourtant...

Un exemple, assez peut connu, illustrera bien je crois, l'étendue et l'importance de cette mystification. En 1976 le courrier personnel du président Ford s'est élevé à près de 200.000 lettres, auxquelles il a été répondu. Comme un bataillon de secrétaires et de dactylos ne suffisait pas à la tâche, les Américains, toujours ingénieux, ont mis au point un système particulièrement efficace. Tout le courrier du président est analysé par une vingtaine de fonctionnaires qui décident de sa destination finale. Jamais, bien sûr, le président ne verra aucune de ces lettres, ni ne connaîtra la réponse qui leur aura été donnée, souvent il ne sera pas même informé de leur contenu. Les analystes inscriront une cote sur chacune de ces lettres, correspondant à l'une des douzaines de lettres standards destinées à répondre à des enfants exprimant leur admiration, à des veuves de militaires tués en service commandé, à des industriels, des présidents d'Université, des pasteurs qui demandent l'approbation du président et même des lettres de remerciement à des sénateurs ou autres hommes politiques qui ont appuyé son action. Ce code permet d'activer un ordinateur qui à son

tour met en branle une machine à écrire et, ultime raffinement, un stylo qui reproduit « authentiquement » la signature du président.

Ainsi des milliers de citoyens, et souvent non des moindres, des gens qui jouent un rôle important dans leur milieu, contribuent à accréditer et à propager le mythe de l'omniscience et de l'omniprésence du président. Le recours à l'autorité supérieure semble ainsi toujours plausible, possible, facile même. Les habiles en tirent un incontestable prestige auprès de tous les naïfs qu'ils infantilisent peut-être irrémédiablement.

Lorsqu'il est entré dans la course pour le « pouvoir » Jimmy Carter avait assuré ses électeurs qu'il ne leur mentirait jamais. Et, de fait, lorsqu'il entra à la Maison Blanche il donna des ordres pour qu'on cesse d'imiter systématiquement sa signature. Mais bientôt le courrier auquel il fallait bien répondre s'accumula de telle manière qu'il céda et que le système inauguré sous Eisenhower, mis au point par Nixon, fut remis en service.

La conséquence de cette mystification c'est aussi qu'on rend personnellement responsable le président de situations et de décisions qu'il ne contrôle pas plus que quiconque. Mais ce système fait du gouvernement une cible facile derrière laquelle se dissimulent les vrais responsables ou plutôt les vraies responsabilités du désordre établi, masquant aussi les vraies possibilités d'action des travailleurs sur les forces productives dominantes.

\*\*

Il y a quelque temps j'ai rencontré, aux Etats-Unis, un jeune professeur, d'origine marocaine, appartenant à une puissante minorité religieuse qui a eu naguère maille à partir avec le roi, aujourd'hui réfugié en France. Comme je lui demandais la façon dont on réagissait, en France aux menaces que font peser sur la prospérité du pays la crise de l'énergie et l'épuisement des ressources minières, il me répondit : « Eh bien, on compte sur les Américains, Avec leur technologie ils trouveront certainement bientôt des solutions à tous ces problèmes. » Je ne sais si cette réflexion est vraiment représentative de ce qu'on pense dans les milieux aisés, mais il est certain qu'elle reflète une opinion fort répandue, il y a cinq ou six ans aux Etats-Unis mêmes, mais qui est de plus en plus souvent mise en question et réfutée par les Américains eux-mêmes.

Stewart Udall, qui fut ministre de l'Intérieur entre 1961 et 1969, a consacré un article à cet important problème dans le *Washington Post*. La libération de l'énergie atomique, les explorations spatiales et en particulier le voyage réussi de la Terre à la Lune, déchaînèrent un optimisme dont on s'aperçut avec le temps qu'il était à la fois prématuré et exagéré. Hommes d'affaires et savants s'entendaient alors pour dire que la pénurie relative qui avait été le lot de l'humanité depuis ses origines, était désormais vaincue. L'énergie atomique, mise au service d'une technique de plus en plus poussée, réussirait, croyait-on, à faire la synthèse de tous les produits possibles et imaginables dont l'humanité aurait

besoin pour se nourrir et fonctionner. Tout progrès technique, toute réalisation théoriquement possible ne tarderait pas à être à la disposition du public à des prix de plus en plus bas. Nul ne mettait en doute que ce qui s'est produit dans le domaine de l'électronique, par exemple, ne manquerait pas de se généraliser à toutes la production. En 1962 une étude patronnée par l'Académie des Sciences américaine donnait une sorte d'estampille officielle à l'optimisme illimité des savants et des hommes d'affaires. Les hommes politiques emboîtaient allègrement le pas et ne doutaient pas que les Etats-Unis pourraient sans peine, et sans cesser d'élever leur niveau de vie, limiter l'expansion communiste, assurer militairement la sécurité de leurs alliés, nourrir les affamés du tiers monde, financer l'industrialisation de l'Amérique latine, gagner la guerre au Vietnam tout en éliminant la pauvreté aux Etats-Unis mêmes, pauvreté dont Michael Harrington, dans un livre célèbre, avait rappelé la persistance et l'importance.

Un certain nombre de bonimenteurs de talent, qui se décoraient du titre alléchant de « futurologistes » surent habilement flatter l'optimisme du public. Le plus célèbre d'entre eux s'appelle Hermann Kahn et en 1976 il n'hésitait pas à réitérer que l'augmentation des ressources disponibles allait se poursuivre, même s'il se produit des ralentissements temporaires et, qu'à son avis, il n'y avait pas de raison de croire que la terre ne pourrait pas bientôt nourrir une population totale de 15 à 20 milliards d'êtres humains. Un autre futurologue Buchminster Fuller affirmait que les projets techniques actuels avaient définitivement réfuté les thèses pessimistes de Malthus.

En réalité au cours des dernières années les Américains, en dépit de leur technologie et de leurs

ressources, devaient reconnaître qu'ils ne pouvaient contenir la poussée communiste au Vietnam à moins d'y instaurer un Etat policier et d'anéantir la plus grande partie de la population. La guerre contre la pauvreté dans le pays et à l'étranger ne remportait guère plus de succès. De sérieuses famines se produisaient aux Indes et en Afrique, sans parler de la pénurie chronique de blé en Union Soviétique. La *Révolution Verte* qui doublait et plus les rendements des sols dans les pays industrialisés voyait certains de ses incontestables succès remis en question par l'élévation rapide du coût du pétrole. On s'apercevait en effet que la *Révolution Verte* résultait moins peut-être des découvertes des savants, de la création de nouvelles espèces par hybridation que de la généralisation de l'usage des engrais et des machines agricoles motorisées. Or, engrais et machines sont directement ou indirectement des produits de l'industrie pétro-chimique. L'abondance de carburants à bon marché est peut-être plus essentielle au développement économique que les prouesses, réelles mais limitées, des savants et des ingénieurs. Car à ce jour on n'a pas vraiment trouvé une source d'énergie capable de remplacer les carburants fossiles en voie d'épuisement. L'utilisation pacifique de l'énergie atomique soulève de tels problèmes et comporte de tels risques que seuls d'insoucients démagogues, comme ceux qui dirigent aujourd'hui la France, peuvent s'y lancer sans se soucier vraiment des conséquences pour la santé et l'avenir de la race. On ne peut manquer de mesurer aujourd'hui les limites du développement et de l'expansion. Cela signifie aussi que la classe ouvrière dans son ensemble risque fort de se trouver réduite à la portion congrue si elle ne sait imposer le partage équitable des ressources existantes, par l'union et l'action.

**Pierre AUBERY.**

## A TRAVERS LES LIVRES

**De la cité ouvrière au grand ensemble.** — La politique capitaliste du logement social (1815-1975) de Rémy BUTLER et Patrice NOISSETTE (chez Maspéro).

Les auteurs font la même constatation que celle que j'avais faite dans cette revue : « la politique capitaliste du logement vise à s'assurer le contrôle social des classes dominées en organisant leur espace de vie » (désorganisant serait plus exact) tout en résolvant les contradictions des trois formes de capitalismes (foncier, industriel, et financier) sur le dos de l'habitant, bien sûr.

Une remarque intéressante ; les nouvelles générations de privilégiés se rendent compte qu'en créant des « ghettos » immobiliers pour les exploités, ils favorisent leur regroupement hors des structures économiques et culturelles « normatives ». Que si les « vieux » sont facilement mis à l'écart, et massivement résignés à une marginalisation solitaire, il devient difficile, sinon impossible, de vraiment contrôler les jeunes, les immigrés, et marginaux divers.

D'où à la fois un courant « venu de haut » pour favoriser l'accès à la propriété, et partant l'isolement physique des individus, et un courant « venu d'en bas » pour « réprimer » les « marginaux » et « sécuriser » les populations.

Par en haut, diverses mesures administratives et financières qui « sélectionnent » les éléments économiquement « assimilables » (en fait solvables et souvent cautionnés moralement par un « garant » notable), par en bas en transformant toute contestation publique de plus en plus manipulée par les « médias ».

Le rapport « Peyreffitte » sur la violence et la délinquance (comme si l'une et l'autre étaient toujours liées), ou l'interdiction des radio libres par Giscard d'Estaing, n'étant que les mesures visibles et connues.

Ce qui rend difficile la perception des choses, entre autres, c'est que 2 millions de fonctionnaires et agents de l'Etat sont logés gratuitement selon une hiérarchie stricte (les besoins d'espace des uns étant surévalués, ceux des autres minimisés) et sont considérés de ce fait comme « privilégiés » tant par les institutions que par leurs voisins. Les partis et municipalités de gauche (de droite aussi) participent aux combines et privilèges au bénéfice de leurs « protégés ».

Le domaine du logement est celui du mensonge permanent. Si l'on révèle parfois tel ou tel aspect du problème, on se garde de donner une vision d'ensemble, et surtout de mettre en cause les sources des profits illégitimes.

**D. SERVET.**